LES INTENTIONS DIABOLIQUES DU MAROC

LE MAKHZEN CONSACRE L'EXPANSION DE LA PRODUCTION DE DROGUES DANS LE CADRE DE POLITIQUES HOSTILES

Le régime du Makhzen étend les cultures de cannabis et consacre la production de drogues, optant pour la submersion des pays de la région par ce poison, en s'appuyant sur la pauvreté, le chômage et la marginalisation pour nourrir cette activité criminelle transfrontalière qui interagit avec les activités terroristes et le trafic illicite d'armes.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient.» Ibn Khaldoun

Lundi 13 Joumada El tani 1448 - 23 Novembre 2026 - N° 1436 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

FORUM D'ASSOUAN SUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RENFORCER LA PLACE DE L'AFRIQUE DANS LES DÉCISIONS MONDIALES



L'Afrique doit prendre une part active aux discussions internationales et participer pleinement à la définition des nouvelles priorités mondiales. C'est le message défendu par la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Mme Selma Malika Haddadi, lors de sa participation à la 6e édition du Forum d'Assouan, en Égypte

P.7

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

LES BANQUES PUBLIQUES APPELÉES À INSTALLER 180 000 TERMINAUX DE PAIEMENT EN DEUX MOIS

Le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, a demandé aux banques publiques de déployer 180 000 terminaux de paiement électronique (TPE) dans les différentes wilayas du pays. Leur installation, leur activation et leur mise en service devront être achevées dans un délai de deux mois, soit au plus tard le 22 janvier 2027, selon un communiqué du ministère publié dimanche.

P.2

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP, LES MINES ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

LES PARTIS PLAIDENT POUR UNE NOUVELLE VISION ÉCONOMIQUE AU NIVEAU LOCAL

Les responsables de partis politiques ont plaidé, dimanche, pour une nouvelle vision conférant un rôle économique plus efficace aux assemblées locales, lors de leurs interventions, au dix-huitième jour de la campagne pour l'élection des membres des assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre courant.

P.3

ACTUALITÉS NATIONALES

ABDELKADER SOUFI SUR LES ONDES DE LA CHAINE 3

« LE NARCOTRAFIC EST UTILISÉ AFIN DE DÉTRUIRE DES ETATS ENTIERS »

Les forces armées ont mené ces derniers jours des opérations ciblant les narcotrafiquants et les terroristes qui menacent la sécurité du pays et son développement économique notamment au niveau des frontières, dans ce contexte le professeur Abdelkader Soufi, expert en relations internationales et politologue pointe du doigt les anciennes puissances coloniales en perte de terrain en Algérie et en Afrique.

Par Malika Azeb

Intervenant dans l'émission « L'invité du jour », diffusée par la chaine III de la radio nationale, M. Soufi a passé au crible les défis auxquels fait face l'Algérie en indiquant que « le président de la République a annoncé récemment que le pays est en guerre hybride ».

M. Soufi a souligné que l'armée nationale a démantelé un réseau de trafic d'armes et de drogue notamment à Bordj Badji Mokhtar, cette situation reflète « La volonté de nuire à la stabilité et à la sécurité nationale à travers l'inondation du pays en drogue ».

Il a ajouté que le terrorisme et le narcotrafic œuvrent pour freiner la montée en force de l'Algérie sur le plan continental à travers ses investissements dans plusieurs pays africains tels que le Niger et la Mauritanie notamment dans les domaines de l'énergie.

« C'est cette place importante qu'occupe notre pays qui dérange », a déclaré cet expert en relations internationales, « d'où l'importance de sécuriser les frontières, précisément à l'ouest du pays ou la présence des narcotrafiquants est très importante », a-t-il ajouté.

L'intervenant a précisé que durant l'année 2025, les militaires ont saisi plus de 36.35 millions de psychotropes contre 36.97 millions durant



l'année en cours, « une augmentation visant l'instabilité du notre pays par le pays voisin ».

Concernant la mobilisation de l'armée algérienne dans la lutte contre le narcotrafic, il a affirmé que plus de 150 groupes de trafiquants tous domaines confondus ont été arrêtés récemment et mis hors d'état de nuire, et 23 tonnes de cannabis ont été saisis, dont 15.65 tonnes à l'ouest du pays.

M. Soufi a insisté sur la sécurisation de la frontière ouest, car cette région est sujette aux menaces de tous genres, d'où la nécessité d'adapter la politique algérienne à la situation prévalant dans les régions frontières, « L'Algérie doit aller de l'avant dans le domaine de la sécurisation de ses territoires », a-t-il souligné, ajoutant que « le président de la République a lui-même affirmé que nous irons lutter aux sources de ce narcotrafic si la situation le demande ».

L'invité de la radio a par ailleurs indiqué qu'actuellement le pays est face à une guerre de sixième génération où les armes conventionnelles ne sont plus utilisées, mais pour attaquer un pays c'est la drogue, la désinformation et la cybernétique qui sont utilisés à la place.

Evoquant la visite d'un haut responsable sioniste au Maroc pour l'installation d'un bureau de défense sioniste dans ce pays qui représente une menace pour toute la région du Maghreb, M. Soufi a déclaré que « le Maroc est considéré comme pays vassal de l'entité sioniste, il n'hésite pas à s'allier même avec le diable pour déstabiliser l'Algérie ».

Selon les révélations du Médiapart le judoka et candidat à la présidentielle française, Teddy Riner a bénéficié de plusieurs financements de la part du Maroc. M. Soufi a indiqué à ce sujet que cette affaire dépasse le fait du simple financement de sa société de transport de luxe à travers laquelle Teddy Riner a perçu un salaire de plus de 40. 000 euros par mois en sus des millions pour sa campagne électorale et de son sponsoring par Maroc Télécom.

Il a ajouté que « Quand vous avez une société de transport de luxe qui transporte les présidents et les ministres et les grandes personnalités sous l'égide des télécommunications marocaines avec la collaboration de ses partenaires dont les Émirats Arabes unies cela veut dire que tout le monde est mis sous écoute et sous emprise marocaine ».

Abordant les tunnels reliant le Maroc et l'enclave de Ceuta et Melilla à travers lesquels sont acheminés des quantités énormes de drogues vers l'Europe, l'intervenant a indiqué que « le narcotrafic est un commerce structuré au plus haut niveau du Maroc et utilisé afin de détruire des Etats entiers ».

En dépit de toutes les menaces visant l'Algérie, l'intervenant a déclaré que le pays dispose de moyens pour faire face à toutes les tentatives de déstabilisation notamment à travers son armée populaire.

MA

TOURISME SAHARIEN

LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PEUVENT LE BOOSTER

Le Centre universitaire Amoud Benmokhtar, dans la wilaya d'Illizi, a accueilli, samedi dernier, le séminaire national du tourisme, placé sous le thème : « Le tourisme dans un monde en mutation : transformations mondiales et défis d'un développement touristique intelligent et durable ».

Par Ikram Haou

Organisé en partenariat avec la Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Illizi, cet événement a réuni 41 établissements universitaires et de recherche.

À cette occasion, les participants ont souligné l'importance des plateformes numériques et de l'intelligence artificielle dans la valorisation des sites touristiques, la facilitation de l'accès aux services et l'amélioration de l'expérience des visiteurs. Ils ont également insisté sur la nécessité de renforcer la préservation du patrimoine naturel, culturel et archéologique. Il convient de rappeler qu'un Observatoire du tourisme saharien intelligent a été créé dans la wilaya d'Illizi, en partenariat entre le Centre universitaire, la Direction du tourisme et de l'artisanat et les différents acteurs locaux. Les participants à cette initiative ont d'ailleurs été salués pour leur contribution à sa mise en place. Lancé lors d'un séminaire national consacré au développement touristique intelligent, cet observatoire a pour objectif de soutenir la recherche scientifique, d'anticiper la demande touristique et d'encourager l'entrepreneuriat touristique innovant. Il vise également à accompagner les start-up et les porteurs de projets, notamment les jeunes. Les échanges ont également porté sur l'importance de bâtir une marque touristique propre au Sud algérien, de développer un marketing numérique responsable, d'améliorer les infrastructures touristiques et de renforcer la qualité des services. Les participants ont, par ailleurs, abordé la consolidation du partenariat entre l'université et le secteur du tourisme, ainsi que l'orientation de la recherche scientifique vers les préoccupations du terrain.

L'ensemble de ces initiatives vise à renforcer la compétitivité de la destination touristique algérienne et à contribuer à un développement touristique durable, particulièrement dans les régions du Sud. Les participants ont enfin souligné la nécessité d'élaborer des programmes de coopération et de mettre en place des projets communs entre les établissements universitaires et les organismes du secteur touristique.

I.H

ENTREPRENARIAT

UNE CULTURE À INCULQUER CHEZ NOS JEUNES

La section de wilaya de l'Agence de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) de Tlemcen poursuit sa campagne de sensibilisation visant à ancrer la culture entrepreneuriale auprès des jeunes porteurs de projets, a-t-on appris, dimanche, auprès des responsables de cet organisme.

Organisée dans le cadre de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, qui se déroule du 16 au 22 novembre, cette campagne s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Agence visant à faire connaître les opportunités de création de micro-entreprises. Elle prévoit notamment des visites de terrain dans plusieurs établissements de formation professionnelle, des établissements de jeunesse, ainsi qu'à l'université.

Cette initiative cible également différentes catégories de la société disposant de qualifications et de formations dans divers domaines, notamment les porteurs de projets et les personnes ayant des idées d'investissement, selon la même source.

Dans ce cadre, 16 rencontres de sensibilisation ont été organisées au sein des établissements concernés au profit des jeunes. Ces rencontres ont permis de présenter les mécanismes de soutien et les avantages proposés par l'Agence, ainsi que les dispositifs d'accompagnement à la création de micro-entreprises.

L'objectif est de renforcer les chances de concrétisation des projets d'investissement, de développer les activités des entreprises existantes, d'accroître leurs capacités de production et de diversifier leurs produits. Ces actions visent également à créer une valeur ajoutée pour l'économie locale et nationale, à contribuer à la création d'emplois et à lutter contre le chômage.

Cette campagne vise également à faire connaître les projets liés à la sous-traitance, qui offrent des opportunités de partenariat entre les entreprises, tout en encourageant l'intégration et l'utilisation des produits locaux en remplacement des produits importés, a précisé la même source.

Parallèlement, NESDA organise des journées d'information et de sensibilisation sur l'entrepreneuriat, ainsi que des sessions de formation portant sur le choix d'une idée de projet viable, les différentes étapes de sa création et les méthodes de bonne gestion des entreprises.

Ces actions ont pour objectif de renforcer les compétences des jeunes et de les accompagner dans la concrétisation de leurs projets, selon les explications fournies.

RS

ENTRE NOUS
Quotidien national d'information

Edité par
EURL Rocher du Faucon
au capital de 100.000 DA

Directeur de Publication
Nasser
Mouzaoui

Siège social
Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er Mai – Alger.
Tél : 028 133 750
0558 765 425
0771 727 632
E-mail rocherdufaucon@gmail.com

"Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité"
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression d'Alger
Sia (centre)

DISTRIBUTION
Eurl Rocher du Faucon

ACTUALITÉS NATIONALES

TENUE HIER D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP, LES MINES ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant notamment sur les préparatifs de la Conférence africaine des start-up, la carte sociale nationale, l'état d'avancement de la réalisation de la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued El Kebrit-Port d'Annaba, ainsi que sur le quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba et le Plan national d'adaptation aux changements climatiques. Après lecture de l'ordre du jour de la réunion, suivie de la présentation, par Monsieur le Premier ministre, des activités du Gouvernement au cours des dernières semaines, le président de la République a donné les instructions, directives et orientations suivantes : Concernant les préparatifs de la Conférence africaine des start-up: - Monsieur le président de la République a instruit que les résultats d'une telle manifestation ne doivent pas être en deçà des résultats réalisés lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), d'où la nécessité d'approfondir davantage les concertations en vue de préparer cet événement important pour l'économie du continent, en les élargissant au Premier ministre ainsi qu'aux ministères des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, sous la supervision du directeur de Cabinet de la présidence de la République.

- La nécessité de réunir toutes les conditions de réussite, sur les plans technique et professionnel, durant toute la durée de la Conférence, au profit de nos frères africains invités.

- Monsieur le président a ordonné



que la Conférence permette de renforcer et de consolider davantage le réseau africain des start-up, considéré comme un véritable moteur de dynamisation des économies des pays du continent et de l'Afrique dans son ensemble.

Concernant la carte sociale nationale : - Monsieur le Président a ordonné la poursuite des efforts, dans le cadre de l'élaboration de la carte sociale nationale, avec une coordination totale entre les différents secteurs.

- Monsieur le Président de la République a ordonné l'établissement d'un référentiel algérien dédié aux données sociales à tous les niveaux, sans se contenter des modèles préétablis provenant de l'étranger.

Concernant l'état d'avancement du projet de la ligne ferroviaire minière Bled El Hadba-Oued Kebrit-port d'Annaba, et du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba: - Monsieur le Président de la République s'est félicité du niveau d'avancement des travaux des deux projets, chargeant Monsieur le ministre du secteur de transmettre ses remerciements et ses encouragements à l'ensemble des travailleurs des travaux publics, où qu'ils se trouvent, pour les efforts qu'ils déploient au service du développement du système des infrastructures stratégiques de l'Algérie.

- Monsieur le Président de la République a enjoint d'exploiter le sable extrait des profondeurs des ports dans les projets des travaux publics, au lieu de recourir au sable des oueds, dont l'utilisation affecte les eaux souterraines.

- Monsieur le Président a renouvelé ses orientations visant à accélérer l'entrée en activité sur le terrain de la société nationale de nettoyage des ports, dont il avait précédemment ordonné la création pour remplacer les sociétés étrangères assurant ces missions en Algérie depuis des décennies. Concernant le Plan national d'adaptation aux changements climatiques : - Monsieur le Président a salué le travail accompli par Madame la ministre du secteur dans ce plan important, le considérant comme une contribution appréciable aux efforts de l'Etat en matière de protection de l'environnement contre les changements climatiques.

- Monsieur le président de la République a enjoint Madame la ministre du secteur de la nécessité de tirer parti des expériences scientifiques étrangères en matière de culture de plantes capables d'absorber les métaux lourds dans les zones polluées, comme l'une des formes d'adaptation aux failles climatiques constatées.

- La nécessité de coordonner avec le ministère de l'Agriculture concernant les espèces végétales utilisées dans ces opérations environnementales sensibles.

Concernant deux projets sportifs dans la wilaya de Constantine : Le Conseil des ministres a donné son accord au projet de création d'un village olympique dans la wilaya de Constantine, avec la réalisation d'un complexe sportif omnisports.

- Monsieur le Président de la République a ordonné l'élaboration d'une étude, à une étape ultérieure, portant sur la couverture du stade historique Ben Abdelmalek Ramdane.

Avant la clôture de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des nominations à de hautes fonctions de l'Etat.

RA

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

LES PARTIS PLAIDENT POUR UNE NOUVELLE VISION ÉCONOMIQUE AU NIVEAU LOCAL

Les responsables de partis politiques ont plaidé, dimanche, pour une nouvelle vision conférant un rôle économique plus efficace aux assemblées locales, lors de leurs interventions, au dix-huitième jour de la campagne pour l'élection des membres des assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), prévue le 28 novembre courant.

Au cours d'un meeting populaire animé dans la wilaya de Mascara, le président du Front El Moustakbal, Fateh Boutbig, a appelé à l'adoption d'une nouvelle vision de la gestion des affaires locales, fondée sur le rapprochement du citoyen de la prise de décisions et un développement "plus équilibré et efficace".

M. Boutbig a estimé, dans ce contexte, que la concrétisation de cette nouvelle vision impliquait le renforcement des prérogatives des assemblées élues et la mise en place d'un mode de gestion moderne des communes.

De son côté, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a souligné la nécessité de faire de la commune un véritable acteur du développement, capable de créer des richesses et de prendre des initiatives au niveau local.

M. Bouden, qui animait un rassemblement populaire à Mostaganem, a déclaré que le principal enjeu de la prochaine étape consistait à "faire passer la commune d'une simple institution administrative et d'un service public à un acteur du développement, créateur de richesses et initiateur de projets locaux, notamment dans les domaines de l'investissement et de l'emploi". Lors d'un rassemblement populaire dans la wilaya de Messaad, le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a appelé à faire des prochaines élections une opportunité pour parachever le processus de développement.

M. Daoui a insisté sur l'importance de faire des assemblées élues des outils pour le renforcement du développement.

Dans la wilaya de Laghouat, le président du Mouvement pour la société de la paix, Abdelali Hassani Cherif, a souligné la nécessité pour les citoyens d'exercer leur droit électoral, afin de choisir leurs représentants par la voie des urnes, qui leur permet d'exprimer leurs aspirations et de contribuer à la prise de décision au niveau local.

M. Hassani Cherif a estimé que les élections locales constituaient "une étape fondamentale dans le processus de participation politique", compte tenu de l'importance des Assemblées locales élues dans la gestion des affaires publiques.

A Alger, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a estimé qu'il était important d'élargir les prérogatives de l'élu local afin de lui permettre d'honorer ses engagements vis-à-vis des citoyens. M. Osmani, qui animait des rencontres de proximité à Reghaia, s'est attardé sur l'importance de la valorisation du potentiel industriel et agricole de cette commune. A Oran, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, a assuré que les candidats du parti qu'il dirige disposaient d'une expérience qui leur permet de prendre en charge la responsabilité de servir le citoyen.

M. Benmbarek, qui prononçait son discours au cours d'un rassemblement populaire, a signalé que son parti participera aux prochaines élections sur la base de "son engagement à servir le citoyen et à défendre ses intérêts".

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a indiqué à Tizi-Ouzou, que les élections locales du 28 novembre représentaient une "opportunité pour consacrer la pratique démocratique et prendre en charge, de manière effective, les préoccupations des citoyens".

M. Aouchiche a appelé les citoyens à accorder leur confiance aux candidats de son parti afin d'assurer "une prise en charge effective de leurs préoccupations".

RA

ACTUALITÉS NATIONALES

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE À OUARGLA

PRÈS DE 10 000 HECTARES ATTRIBUÉS À 86 AGRICULTEURS ET INVESTISSEURS ENTRE 2024 ET 2026

Près de 9 876 hectares de terres agricoles, répartis sur dix grands périmètres, ont été attribués à 86 agriculteurs et investisseurs dans la wilaya de Ouargla entre 2024 et 2026, dans le cadre de contrats de concession agricole, selon les informations communiquées avant-hier par l'antenne locale de l'Office national des terres agricoles (ONTA).



Par Hamida Indja

Cette première opération d'attribution fait suite aux demandes déposées sur le site internet de l'Office national des terres agricoles. Les inscriptions, ouvertes du 25 avril au 25 mai 2024, ont permis d'attribuer des autorisations d'exploitation portant sur 2 500 hectares, répartis sur cinq grands périmètres, au profit de 40 bénéficiaires, a indiqué le directeur local de cet organisme à Ouargla, Abderrahmane Boutouil.

Dans le détail, ces périmètres concernent les terres agricoles de Belhirane, dans la commune de Hassi Messaoud, sur une superficie de 2 000 hectares, celles de Hassi Benabdallah-2, sur 300 hectares, et de Hassi Lekhfif-Ouest, sur 100 hectares, dans la commune de N'goussa. S'y ajoutent les périmètres de Hassi Benabdallah-4, sur 88 hectares, et de Garet-Chouf, sur 12 hectares, dans la commune de Hassi Benabdallah.

Le même responsable a également précisé que, dans le cadre de cette opération, les services concernés ont délivré 38 attestations de capacité agricole portant sur 2 400 hectares. Ils ont également établi 32 cahiers des charges, concernant une superficie de 892 hectares, ainsi que 18 autorisations officielles de mise en valeur des terres, couvrant 598 hectares.

Concernant la deuxième opération d'attribution, les inscriptions ont été ouvertes du 5 avril au 28 mai 2026. Elles ont permis d'attribuer 7 376 hectares, répartis sur cinq grands périmètres, au profit de 46 bénéficiaires.

Ces terres sont situées à Rhourd El Baguel, dans la commune frontalière d'El Borma, sur une superficie de 3 950 hectares, à Rabie, dans la commune de Hassi Benabdallah, sur 1 500 hectares, à Remtha-7, dans la commune de Rouissat, sur 950 hectares, à Gour Mekhadma, dans la commune d'Aïn El-Beïda, sur 700 hectares, et à Guenifida, dans la commune de N'goussa, sur 276 hectares.

Le responsable a, par ailleurs, annoncé que les démarches administratives se poursuivent afin de permettre aux bénéficiaires de ces terres d'entamer leurs activités agricoles. Il a également souligné que la wilaya de Ouargla dispose déjà d'un patrimoine foncier agricole officiellement recensé de plus de 490 859 hectares, répartis sur 168 grands périmètres. À cela s'ajoute la délivrance de 2 950 anciennes autorisations d'exploitation agricole, portant sur une superficie totale de 15 468 hectares.

Ces opérations d'attribution s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à optimiser l'exploitation du foncier agricole et à étendre les superficies destinées aux nouveaux projets et aux activités agricoles. L'objectif est de renforcer la production des exploitations, de promouvoir l'investissement agricole et de contribuer à la dynamisation de l'économie locale.

H I

SIDI BEL-ABBES

OPÉRATION LOGEMENTS AU CHEF-LIEU DE WILAYA

Le chef-lieu de la wilaya de Sidi Bel-Abbes connaît une dynamique de développement soutenue, à travers la concrétisation d'une série de projets structurants dans les secteurs de l'habitat et des travaux publics, visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer les infrastructures du réseau routier, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que parmi ces projets figurent le chantier de réalisation de 260 logements publics locatifs (LPL) à la cité Abdelkader-Boumelik, ainsi que le projet de la voie d'évitement de la ville s'étendant sur une distance de 10 km.

A cet effet, le wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, a effectué, samedi soir, une visite d'inspection en compagnie des autorités locales, des directeurs de l'exécutif, ainsi que des représentants des bureaux d'études et des entreprises de réalisation, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et des taux de réalisation enregistrés.

Lors de l'inspection du projet d'habitat de la cité Abdelkader-Boumelik, le wali s'est enquis du déroulement des travaux d'aménagement extérieur en cours, notamment en ce qui concerne l'ouverture des voies, la réalisation des différents réseaux (VRD), des trottoirs et de l'éclairage public. Sur place, le chef de l'exécutif de la wilaya a donné des instructions fermes quant à la nécessité d'accélérer l'achèvement des travaux, tout en exploitant les espaces restants pour les aménager en espaces publics, équipements de proximité et espaces verts au profit des résidents.

Par ailleurs, le wali a inspecté le chantier de réalisation de la voie d'évitement de la ville de Sidi Bel-Abbes, reliant la Route nationale 13 (RN 13) au Chemin de wilaya 80 "A" (CW 80A) et divisée en trois lots, où il a suivi un exposé détaillé sur la situation du projet et les étapes d'avancement des travaux au niveau de chaque lot.

Le même responsable a insisté sur l'impératif d'assurer un suivi de terrain permanent, afin d'accélérer la cadence des travaux, de respecter les délais impartis, ainsi que les normes de qualité, soulignant que cet axe vital contribuera à améliorer les accès à la ville et à renforcer l'interconnexion entre les réseaux routiers national et de wilaya, tout en réduisant la pression automobile sur le tissu urbain, en fluidifiant la circulation et en renforçant la sécurité routière.

RR

TIZI-OUZOU

VERS LA RÉCUPÉRATION DU FONCIER AGRICOLE NON EXPLOITÉ

Le foncier agricole non exploité à travers la wilaya de Tizi-Ouzou fera l'objet de récupération en vue de sa réattribution à des agriculteurs et investisseurs engagés dans son exploitation et sa mise en valeur, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya.

Cette décision a été annoncée par le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, lors d'une réunion tenue jeudi dernier et consacrée à l'examen de la situation du dossier d'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, attribué dans le cadre des différents modes de concession et d'exploitation prévus par la loi, a-t-on indiqué.

Cette rencontre a également permis de présenter un exposé détaillé et exhaustif sur l'état d'avancement des travaux des commissions spécialisées chargées de l'apurement des dossiers en suspens, selon la même source.

A cette occasion, a-t-on ajouté, le chef de l'exécutif de wilaya a instruit les services et instances concernés d'accélérer la cadence de traitement de l'ensemble des dossiers restants dans des délais déterminés, tout en activant un contrôle de terrain permanent pour vérifier l'exploitation effective et la mise en valeur des parcelles concédées.

Cette démarche, a-t-on précisé, vise à mettre un terme à toute forme d'empiètement ou de négligence touchant les terres agricoles et à récupérer les assiettes non exploitées afin de les réattribuer à des investisseurs agricoles sérieux, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité alimentaire et à la dynamisation du développement agricole local.

RR

ECONOMIE MONDIALE

AUTOMOBILE

UN DÉFICIT COMMERCIAL RECORD POUR LA CORÉE DU SUD FACE À LA CHINE

Les échanges commerciaux entre la Corée du Sud et la Chine traversent une phase critique, particulièrement dans le secteur de l'automobile. Selon les données officielles publiées par le ministère du Commerce, de l'Industrie et des Ressources ainsi que par l'association coréenne du commerce international, le déficit de la balance commerciale automobile entre les deux pays a atteint un niveau record.

Par Rihab Taleb

Entre les mois de janvier et d'octobre, la Corée du Sud a acheté beaucoup plus de véhicules en provenance de Chine qu'elle n'a réussi à en vendre sur le marché chinois. Ce déséquilibre financier s'élève désormais à 4,23 milliards de dollars, un chiffre jamais vu auparavant dans l'histoire économique des deux nations voisines.

D'un côté, les constructeurs sud-coréens peinent à séduire les consommateurs chinois, puisque leurs ventes vers la Chine ont chuté de près de 35% par rapport à l'année précédente, pour atteindre seulement 168,77 millions de dollars. Il s'agit d'une chute qui montre à quel point les marques coréennes perdent du terrain face à la concurrence locale en Chine. De l'autre côté, la Corée du Sud a importé pour 4,39 milliards de dollars de véhicules fabriqués en Chine sur la même période, ce qui représente une augmentation spectaculaire de près de quatre-vingts pour cent en seulement un an.

Ce déficit commercial n'est pas un accident soudain, plutôt l'accélération d'une tendance installée depuis plusieurs années. En effet, la Corée du Sud enregistre un solde négatif dans son commerce automobile avec la Chine chaque année depuis 2017. Cependant, la vitesse à laquelle ce trou financier se creuse intrigue les économistes. Alors que le déficit n'était que de 466 millions de dollars en 2022, il a presque doublé pour atteindre 943 millions de dollars en 2023, avant de grimper à 1,73 milliard de dollars en 2024. Passer de moins d'un demi-milliard à plus de quatre milliards de dollars en l'espace de quelques années témoigne d'un véritable bouleversement industriel et commercial.

La raison principale de cette explosion des importations chinoises est en réalité liée à une marque américaine, Tesla. Bien que l'entreprise soit dirigée depuis les États-Unis, les voitures Tesla destinées au marché asiatique et donc à la Corée du Sud, sont assemblées dans l'usine du groupe située à Shanghai (la Gigafactory). Chaque voiture Tesla achetée par un automobiliste sud-coréen est donc comptabilisée comme une importation en provenance de Chine. Selon l'Association coréenne des importateurs et distributeurs automobiles, pas moins de 98 313 véhicules Tesla ont été vendus en Corée du Sud au cours des dix premiers mois de l'année, ce qui représente une hausse fulgurante de cent cinq pour cent par rapport à la même période l'année dernière.

Le succès de Tesla en Corée du Sud s'explique avant tout par une stratégie commerciale agressive sur les prix. Pour réduire ses coûts de production, le constructeur américain utilise dans son usine de Shanghai des batteries au lithium-fer-phosphate, souvent appelées batteries LFP, qui sont fabriquées en Chine et coûtent beaucoup moins cher à produire que les batteries classiques. Grâce à cette technologie, Tesla a pu baisser le prix de vente de ses véhicules, notamment de son célèbre SUV Model Y, le rendant ainsi éligible aux subventions gouvernementales sud-coréennes pour l'achat de véhicules propres.

Le marché sud-coréen s'ouvre également de plus en plus aux constructeurs automobiles chinois, qui profitent de leur avance technologique dans le domaine de l'électrique. C'est le cas notamment du géant chinois BYD, devenu le premier vendeur mondial de voitures électriques et hybrides rechargeables. BYD a réussi à écouler plus de vingt mille véhicules en Corée du Sud sur cette même période de dix mois, d'abord en attirant les entreprises avec ses bus et ses camions utilitaires électriques, puis en s'attaquant progressivement au marché des voitures particulières avec des modèles bien équipés et très abordables. Par ailleurs, d'autres marques internationales comme Polestar, un constructeur d'origine suédoise mais appartenant au groupe chinois Geely et produisant ses voitures en Chine, contribuent également à faire grimper le volume des véhicules importés depuis l'empire du Milieu.

Dès le premier semestre de l'année, la Chine a réussi l'exploit de dépasser l'Allemagne pour devenir le tout premier pays fournisseur de voitures étrangères en Corée du Sud, détrônant ainsi les marques allemandes comme Mercedes-Benz et BMW qui dominaient jusqu'alors le marché de l'importation. Les constructeurs sud-coréens se retrouvent sous une pression immense et doivent accélérer le développement de leurs propres voitures électriques à bas prix tout en modernisant leurs usines pour espérer reconquérir leur propre marché intérieur.

R.T

ECONOMIE

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE À MADAGASCAR

LE NUMÉRIQUE POURRAIT CRÉER 250 000 EMPLOIS D'ICI 2031

Par Nawal Bordji

La transformation numérique de l'agriculture pourrait devenir un important moteur de création d'emplois à Madagascar. Selon une estimation de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA), le développement des outils et des services numériques dans ce secteur pourrait générer 250 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2031. Une perspective encourageante pour un pays où l'agriculture occupe une place centrale dans l'économie et constitue une importante source de revenus pour la population.

Cette prévision est avancée dans un rapport intitulé « Madagascar Digital Economy: Policy reforms that will drive Madagascar's digital future », publié en octobre 2026 par la GSMA. L'étude présente les réformes nécessaires pour accélérer le développement de l'économie numérique et favoriser une utilisation plus large des nouvelles technologies dans les différentes activités économiques.

Une nouvelle forme d'agriculture ?

Même si le rapport ne détaille pas précisément les conditions de création de ces 250 000 emplois, la stratégie nationale de transformation numérique de l'agriculture pour la période 2024-2028 donne un aperçu des besoins à venir.

Le développement des plateformes numériques et des applications destinées aux agriculteurs nécessitera notamment le recrutement de développeurs informatiques, d'ingénieurs, d'agronomes et de spécialistes de l'analyse des données. Des techniciens et des formateurs seront également indispensables pour assurer le fonctionnement de ces outils et aider les producteurs à les utiliser.

Parmi les projets prévus figure la création d'une plateforme numérique permettant de mettre en relation les exploitants agricoles et les personnes à la recherche d'un emploi dans ce secteur. L'objectif est de faciliter le recrutement de travailleurs en fonction des besoins des exploitations et des différentes périodes de production. Ce dispositif pourrait ainsi répondre à une double difficulté : le manque de main-d'œuvre auquel sont confrontés certains producteurs et les difficultés rencontrées par les demandeurs d'emploi pour trouver des opportunités de travail.

Plus largement, la modernisation de l'agriculture africaine fait apparaître de nouveaux métiers. Il s'agit notamment des développeurs d'applications, des analystes de données agricoles, des spécialistes de la géolocalisation et de l'observation par satellite, des pilotes de drones et des techniciens chargés des équipements connectés. À ces profils s'ajoutent les spécialistes du commerce et du marketing numérique, les gestionnaires de plateformes, les professionnels de la logistique et de la traçabilité des produits, ainsi que les formateurs aux outils informatiques.

Une agriculture attirant les jeunes

Ces perspectives prennent une importance particulière à Madagascar, où l'agriculture représente environ 70 % des emplois et contribue à hauteur de 22 % au produit intérieur brut (PIB), selon les chiffres cités par la GSMA.

Le pays doit toutefois faire face à d'importantes difficultés en matière d'emploi, notamment pour les jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. D'après un document de la Banque mondiale publié en mars 2026, près de 420 000 personnes rejoignent chaque année la population active.

La situation reste particulièrement préoccupante pour les jeunes. Parmi ceux qui travaillent, 98,9 % exercent dans le secteur informel, généralement caractérisé par une faible protection sociale et des conditions d'emploi précaires. Par ailleurs, environ 1,5 million de personnes âgées de 15 à 24 ans ne travaillent pas, ne suivent pas d'études et ne bénéficient d'aucune formation.

Le taux d'emploi s'établit à 58,1 % chez les 15-24 ans et atteint 70,5 % pour la tranche des 20-24 ans. Dans ce contexte, le développement des activités numériques liées à l'agriculture pourrait offrir de nouvelles possibilités professionnelles et contribuer à diversifier les sources d'emploi.

Quelques soucis à régler quand même

La réalisation de ces perspectives dépendra néanmoins de la capacité du pays à résoudre plusieurs problèmes structurels. Le premier concerne l'accès à Internet. Selon la GSMA, les réseaux mobiles à haut débit couvrent 66 % de la population malgache, mais seulement 14,3 % des habitants utilisaient l'Internet mobile en 2025. En outre, près d'un tiers de la population rurale ne bénéficie toujours pas d'une couverture 4G.

L'extension des réseaux dans les zones isolées reste difficile en raison du relief accidenté et du coût élevé de la construction des infrastructures de télécommunications. Cette situation risque de limiter l'accès des agriculteurs aux nouveaux services numériques, particulièrement dans les régions rurales.

Le prix des équipements constitue une autre difficulté. Les smartphones les moins chers restent hors de portée d'une partie de la population, notamment à cause des taxes et autres prélèvements qui augmentent leur coût. L'accès à l'électricité représente également un frein important : seuls 15 % des ménages ruraux disposent de cette ressource, selon les données reprises dans le rapport.

Sans électricité, sans équipements adaptés et sans connexion fiable, les agriculteurs auront du mal à utiliser régulièrement les plateformes numériques, même lorsque les services sont disponibles.

Enfin, le manque de formation risque de ralentir l'adoption de ces technologies. Selon la Banque mondiale, près de 70 % des jeunes Malgaches n'ont pas poursuivi leur scolarité au-delà de l'école primaire, tandis que 19,3 % des personnes âgées de 15 à 24 ans ne savent ni lire ni écrire.

Les entreprises rencontrent ainsi des difficultés à trouver des travailleurs disposant des qualifications recherchées, notamment dans les domaines de l'énergie, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'agriculture.

N.B

ACTUALITES INTERNATIONALES

FORUM D'ASSOUAN SUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

RENFORCER LA PLACE DE L'AFRIQUE DANS LES DÉCISIONS MONDIALES

L'Afrique doit prendre une part active aux discussions internationales et participer pleinement à la définition des nouvelles priorités mondiales. C'est le message défendu par la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Mme Selma Malika Haddadi, lors de sa participation à la 6e édition du Forum d'Assouan, en Égypte.

Par Yacine Boudali

Représentant le président de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf, à cette rencontre organisée les 21 et 22 novembre, Mme Haddadi a insisté sur la nécessité de faire entendre davantage la voix du continent face aux mutations et aux nouveaux défis internationaux.

Elle a notamment mis en évidence l'importance du Forum d'Assouan pour encourager les pays africains à élaborer ensemble des réponses adaptées aux difficultés auxquelles ils sont confrontés. Elle a également souligné que la coopération entre les États et l'action collective constituent des moyens essentiels pour trouver des solutions durables aux problèmes du continent.

La responsable africaine a, par ailleurs, appelé à renforcer la contribution de l'Afrique à la réflexion internationale



et à l'élaboration de réponses communes aux nouveaux enjeux mondiaux. Cette participation active est, selon elle, indispensable pour construire un avenir reposant sur la paix, la sécurité et le développement durable.

Organisée sous le thème « Redéfinir les biens communs mondiaux : le rôle actif de l'Afrique à l'ère des bouleversements », cette sixième édition a rassemblé des ministres, des responsables gouvernementaux ainsi que des représentants d'organisations régionales et internationales, d'institutions financières, du secteur privé et de la société civile, indique l'Union africaine sur son site officiel.

Le Forum d'Assouan s'affirme ainsi comme un espace de dialogue et de concertation consacré aux grandes questions liées à la paix, à la sécurité et au développement durable.

Y.B

SAHARA OCCIDENTAL

LE SOUTIEN INTERNATIONAL À LA CAUSE SAHRAOUIE SE RENFORCE EN FAVEUR DU RESPECT DE LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

Le soutien international à la cause sahraouie ne cesse de se renforcer, dans un contexte de mobilisation sans précédent visant à élargir les formes de solidarité et à traduire les positions de soutien en actions concrètes en faveur du respect de la légalité internationale au Sahara occidental.

Dans ce contexte, la Commission arabe de solidarité avec le peuple sahraoui a publié un communiqué dans lequel elle a réaffirmé son engagement à suivre les développements de la question sahraouie, en mettant l'accent sur les positions internationales, notamment au sein des Nations unies et du Conseil de sécurité.

La Commission a souligné que "le maintien de la question du Sahara occidental sans solution juste, malgré plus de cinq décennies depuis son inscription au processus de décolonisation, soulève de sérieuses interrogations quant à l'engagement de la communauté internationale à appliquer les résolutions de la légalité internationale et à respecter le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination".

Elle a, à ce titre, appelé à "une nouvelle mobilisation internationale pour mettre fin aux souffrances du peuple sahraoui et lui permettre de recouvrer ses droits légitimes".

Parmi les principales initiatives annoncées, figure le lancement d'une campagne internationale, en coordination avec les organisations de défense des droits de l'homme, en faveur de l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

La Commission a également salué les positions des organisations internationales et des pays soutenant la cause sahraouie, notamment en Europe et en Amérique latine. Sur le plan européen, une rencontre organisée par l'Association des amis du peuple sahraoui dans la ville espagnole de Huesca, marquée par la projection du documentaire "Trois caméras volées", réalisé par l'agence de presse sahraouie "Equipe Media" en collaboration avec le collectif cinématographique suédois RAFILM, a constitué une occasion de mettre en lumière le rôle des médias sahraouis dans la lutte contre le blocus imposé au territoire et de sensibiliser l'opinion publique espagnole à la réalité de la situation de la presse. Cette initiative a également permis d'évoquer les défis auxquels sont confrontés les journalistes sahraouis dans la documentation des violations des droits de l'homme, du pillage des ressources naturelles et du suivi de la situation des prisonniers politiques.

En France, la ville de Toulouse a accueilli deux conférences consacrées à l'histoire de la lutte du peuple sahraoui, aux derniers développements de la question sahraouie ainsi qu'à la situation des détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines. Organisées dans le cadre d'une journée de solidarité avec le peuple sahraoui, ces rencontres ont souligné l'importance du renforcement de la solidarité internationale et du soutien à sa lutte légitime pour l'autodétermination et l'indépendance.

Dans le même sillage, des élus communistes et républicains de la région Occitanie ont réaffirmé leur soutien au peuple sahraoui, lors d'une rencontre, à Toulouse, avec le représentant du Front Polisario en France, Mohamed Ali Zerouali.

Ils ont appelé le gouvernement français à respecter "pleinement" les dispositions du droit international et européen dans ses relations avec le Maroc, soulignant "la nécessité de veiller à ce qu'aucun projet bénéficiant de financements publics français ne contribue, directement ou indirectement, à consacrer l'occupation marocaine du Sahara occidental ou à légitimer le fait accompli imposé dans le territoire occupé".

RI

GHAZA

350.000 FAMILLES ONT BESOIN D'UN ABRI D'URGENCE FACE À L'HIVER (MINISTÈRE)

Les conditions hivernales aggravent la crise du logement causée par l'agression sioniste sur la bande de Ghaza où 350.000 familles ont besoin d'un abri d'urgence, alerte dimanche le ministère des Travaux publics et du Logement de cette enclave palestinienne.

Le ministère a affirmé, dans un communiqué, que les destructions causées par les frappes sionistes sur les logements et les infrastructures avaient plongé le territoire dans l'une des plus graves crises du logement au monde.

Selon le ministère, 90% des infrastructures de la bande de Ghaza ont été détruites. Sur les 350.000 familles qui ont besoin d'un abri, 270.000, soit plus d'un million de personnes, vivent sous des tentes depuis plus de trois ans, privées de conditions de vie élémentaires.

Les premières pluies ont exposé 7.500 familles à un risque d'inondation. Parmi elles, 2.500 doivent être transférées d'urgence vers des zones sûres. Le ministère estime par ailleurs qu'environ 200.000 tentes usées doivent être remplacées avant que les pluies ne s'intensifient, appelant la communauté internationale à ouvrir un couloir humanitaire dédié à l'acheminement de matériel d'hébergement dans la bande de Ghaza. Selon le communiqué, les frappes sionistes ont touché quelque 410.000 logements. Parmi eux, 335.000 ont été entièrement détruits et 75.000 sont devenus inhabitables. Le ministère estime qu'environ 80% des bâtiments de la bande de Ghaza ont été détruits et que de nombreux autres menacent de s'effondrer. Faute d'engins utilisables, ses équipes sont intervenues à la main pour écarter le danger que présentaient 400 bâtiments menaçant de s'écrouler.

Le ministère a demandé que l'entrée d'engins lourds soit immédiatement autorisée afin de prévenir de nouveaux effondrements et de protéger les civils. Pour atténuer la crise humanitaire et engager la reconstruction, le ministère a demandé l'acheminement d'urgence de 200.000 tentes, d'un million de bâches et d'abris préfabriqués. Il a également appelé à faire entrer des engins lourds, du carburant et des pièces de rechange pour déblayer les décombres et rouvrir les routes.

Le ministère a préconisé le lancement d'un programme de logement permanent, fondé sur une base de données transparente pour protéger les droits de propriété.

Il a appelé la communauté internationale à prendre des mesures concrètes sans délai. A mesure que les conditions hivernales se dégradent, tout retard risque d'aggraver les souffrances de la population et de provoquer de nouveaux drames, a-t-il averti.

RI

FRANCE

IMPOSANTES MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE POUR LE 6E SAMEDI CONSÉCUTIF

D'imposantes manifestations contre la vie chère on eu lieu samedi en France, pour le sixième week-end consécutif, durant lesquelles les appels à une meilleure prise en charge des revendications socio-économiques ont été réitérés.

Coïncidant avec le huitième anniversaire de la naissance du mouvement des gilets jaunes, les manifestations de ce samedi ont vu la participation de centaines de milliers de personnes, dont des syndicalistes et des étudiants. A Paris, où des cortèges humains ont démarré depuis plusieurs places, dont la fameuse place de la République, les manifestants ont réitéré à l'aide de banderoles et de pancartes l'obligation pour le gouvernement français de trouver des solutions à même d'atténuer la crise multisectorielle que subit le peuple français.

"Le peuple veut vivre, il ne veut plus survivre" , "Nous réclamons nos droits", "halte à la précarité", ont écrit, entre- autres, les manifestants sur les banderoles soulevées.

Dans les villes de Marseille, Lille, Lyon, où d'importantes manifestations on eu lieu également, les participants ont appelé, en sus, de l'amélioration des conditions de vie, à l'arrêt du recours des forces de l'ordre à la violence contre les manifestants.

Ils ont scandé ainsi de nombreux slogans, à l'instar de "Non au permis de tuer".

Cette succession de mouvements sociaux met en évidence les tensions économiques, politiques et sociales auxquelles la France est confrontée, entre préoccupations liées au pouvoir d'achat, contestation des politiques publiques et inquiétudes sur la situation budgétaire du pays.

RI

SCIENCES ET HAUTE TECHNOLOGIE

PIRATAGE EN LIGNE

LE GÉANT DU STREAMING ILLÉGAL DIZIGOM FERMÉ PAR LA JUSTICE

Après trois longues années d'enquête, une alliance mondiale regroupant les plus grands studios de cinéma et les principales plateformes de streaming a réussi à faire fermer définitivement Dizigom. Un site internet turc, extrêmement populaire, qui permettait chaque mois à des millions d'internautes de regarder gratuitement et illégalement des films ainsi que des séries télévisées.

Par Yakout Abina



Le site Dizigom, considéré jusqu'à présent comme l'une des plus grosses plateformes de streaming illégal en Turquie, vient de disparaître définitivement du web. Avec environ 21 millions de visites enregistrées chaque mois, ce service attirait un public colossal en proposant un catalogue immense de contenus culturels sans jamais verser le moindre centime aux créateurs, aux acteurs ni aux producteurs.

Cette opération a été menée par l'ACE (Alliance for Creativity and Entertainment), une coalition mondiale qui rassemble plus de 50 poids lourds de l'industrie du divertissement, dont Netflix, Disney, Amazon, Apple TV, Warner Bros. Discovery, Universal, Sony Pictures et Paramount. Leur objectif est de protéger les œuvres originales et mettre fin aux activités des réseaux qui les diffusent sans autorisation.

Pour faire tomber une plateforme aussi fréquentée, un simple blocage technique ne suffisait pas. Lancée dès 2023, l'enquête a mobilisé pendant trois ans les équipes de l'ACE en étroite collaboration avec la police et la justice turques. Les enquêteurs ont cherché à comprendre le fonctionnement technique du site, à identifier formellement ses responsables et à retrouver leurs biens ainsi que leurs sources de revenus.

Face aux preuves accumulées et sous la menace de poursuites pénales, les administrateurs de Dizigom ont fini par accepter un accord à l'amiable. Ils se sont engagés à arrêter définitivement le service et à céder 16 noms de domaine à l'ACE.

Désormais, les internautes qui tentent d'accéder aux anciennes adresses du site sont redirigés vers une page d'information. Celle-ci met en garde contre les dangers du piratage tels que les virus ou le vol de données personnelles, tout en présentant les offres de streaming légales disponibles.

Cette affaire s'agit de la première action pénale engagée par l'ACE en Turquie, et elle ouvre la voie à plus de dix autres enquêtes similaires. La disparition de Dizigom s'inscrit d'ailleurs dans une vaste offensive menée ces derniers mois contre l'IPTV pirate. La coalition a récemment fait fermer AnimePlay, un site d'animation japonaise comptant plus de cinq millions d'utilisateurs, ainsi que PirloTV et ses 44 noms de domaine dédiés au sport en direct.

Si ces enquêtes prennent autant de temps, c'est parce que les méthodes ont évolué. Auparavant, le blocage d'un site pirate entraînait souvent sa réapparition rapide sous un autre nom. L'été dernier encore, le site Streamzy.to, fermé par HBO, est revenu presque immédiatement en ligne. En s'attaquant directement aux individus et à leurs biens financiers, l'industrie du divertissement espère porter un coup durable au streaming illégal.

« La fermeture de Dizigom est une nouvelle étape importante pour perturber les activités illégales qui profitent de contenus créatifs volés », a déclaré Larissa Knapp, vice-présidente exécutive de la Motion Picture Association, qui pilote l'ACE, avant de prévenir que « ces opérations ne s'arrêtent pas à un seul site web ».

Y.A

CYBERSÉCURITÉ

L'UE CIBLÉE PAR UN OUTIL DE PIRATAGE BASÉ SUR L'IA

Par Salim Nait Ouguelmim

La Commission européenne a été la cible d'une cyberattaque qui a fortement perturbé le fonctionnement de plusieurs de ses services internes pendant une dizaine de jours. Les pirates auraient utilisé ARTEX, un outil de piratage reposant sur l'intelligence artificielle (IA), capable de mener automatiquement des opérations d'intrusion informatique. Une enquête a été ouverte pour déterminer l'ampleur de l'attaque et savoir si des informations confidentielles ont été dérobées.

L'institution européenne a confirmé avoir détecté cette offensive le 22 octobre. Son porte-parole, Thomas Regnier, a précisé que plusieurs systèmes informatiques avaient été visés et que les mesures nécessaires avaient été prises pour limiter les conséquences de l'incident.

Par précaution, la Commission a notamment suspendu l'accès à plusieurs applications internes. Parmi elles figure Sysper, une plateforme utilisée par les fonctionnaires pour consulter leurs bulletins de salaire, enregistrer leurs congés et déclarer leurs heures de travail. Ce service est resté inaccessible pendant une dizaine de jours. Le dispositif de remboursement des frais médicaux était, quant à lui, toujours indisponible au moment de la rédaction de cet article. Ces interruptions ont ainsi perturbé plusieurs activités administratives de l'institution.

ARTEX, un outil qui facilite les cyberattaques

D'après les premières informations communiquées par la Commission, les pirates auraient eu recours à ARTEX, un outil d'intelligence artificielle disponible sur Internet. Développé par un utilisateur connu sous le pseudonyme d'Autumn-27, ce dispositif peut rechercher des failles informatiques et conduire des opérations d'intrusion de manière autonome, en s'appuyant sur différents modèles d'IA.

Initialement présenté comme un outil destiné à repérer les vulnérabilités des systèmes informatiques, ARTEX est désormais considéré comme une menace par plusieurs organismes spécialisés. Le CERT-EU, chargé de la sécurité informatique des institutions européennes, avait déjà alerté sur sa propagation et son utilisation croissante par des groupes de pirates.

Le FBI a également mis en garde contre les risques liés à cet outil. Selon la police fédérale américaine, ARTEX est utilisé par des personnes malveillantes pour automatiser différentes étapes d'une cyberattaque et les exécuter à une vitesse très élevée. Il permettrait ainsi de mener des opérations complexes contre plusieurs cibles en même temps, y compris par des individus disposant de connaissances limitées en informatique.

L'étendue des dégâts non révélée

La question de la sécurité des informations personnelles des fonctionnaires demeure au centre des préoccupations. Pour l'instant, aucune preuve ne permet de confirmer que des données ont été volées ou consultées par les pirates. Thomas Regnier a indiqué que les investigations se poursuivaient et qu'aucun élément ne signalait, à ce stade, une fuite de données concernant l'ensemble du personnel.

La Commission n'a par ailleurs reçu aucune demande de rançon et n'a pas encore identifié les auteurs de l'attaque. Pourtant, les plateformes touchées hébergent des informations sensibles sur les agents, notamment leurs noms, leurs grades, leurs adresses personnelles et leurs coordonnées.

Cette nouvelle intrusion intervient dans un contexte où les institutions européennes sont de plus en plus exposées aux attaques informatiques. En mars dernier, la Commission avait déjà découvert une intrusion dans l'infrastructure informatique qui héberge le portail officiel Europa.eu. Cette opération avait entraîné le vol de plus de 90 gigaoctets de données.

Un mois auparavant, une autre attaque avait visé le système chargé de gérer les téléphones et les équipements mobiles du personnel. Des informations telles que les noms et les numéros de téléphone de certains employés avaient alors été exposées.

Ces incidents illustrent la montée des menaces informatiques liées aux progrès de l'intelligence artificielle. Les outils capables d'automatiser les opérations de piratage rendent désormais les attaques plus rapides et plus accessibles à des personnes ne disposant pas nécessairement de compétences techniques avancées. Ces dernières semaines, Google a notamment identifié plusieurs agents d'IA malveillants utilisés pour cibler des sites internet français.

SNO

IA ET MOTEURS DE RECHERCHE

GOOGLE ACCORDE PLUS DE PLACE À GEMINI

Le moteur de recherche Google poursuit sa transformation en intégrant de plus en plus l'intelligence artificielle à son interface sur ordinateur. Cette nouvelle évolution, présentée par Robby Stein, vice-président chargé du produit chez Google Search, modifie l'organisation de la page d'accueil et facilite l'accès aux outils de Gemini. L'objectif est notamment de permettre aux internautes de retrouver leurs anciennes recherches et de poursuivre plus facilement leurs échanges avec l'intelligence artificielle.

La principale nouveauté concerne l'apparition d'un panneau latéral situé à gauche de l'écran. Celui-ci regroupe les conversations précédemment engagées avec Gemini et permet de les consulter à tout moment. En quelques clics, l'utilisateur peut reprendre une ancienne discussion, lancer une nouvelle recherche ou accéder directement aux différentes fonctionnalités de l'assistant. Cette organisation répond à une nouvelle manière d'utiliser les moteurs de recherche. Avec le développement de l'intelligence artificielle, les internautes ne se contentent plus de poser une question et de consulter une réponse. Ils souhaitent souvent approfondir un sujet, demander des précisions ou reprendre une recherche commencée plusieurs heures, voire plusieurs jours auparavant. Le nouvel espace latéral permet ainsi de conserver le fil des échanges sans avoir à recommencer les mêmes démarches. Autre changement visible : les raccourcis placés sous la barre de recherche ont également été renouvelés. Quatre fonctionnalités liées à Gemini sont désormais proposées : « Créer une image », « Poser des questions sur les fichiers », « Faire un brainstorming » et « J'ai de la chance », qui permet de découvrir une question au hasard.

Cette évolution s'inscrit dans une stratégie plus large de Google visant à renforcer la présence de l'intelligence artificielle dans son moteur de recherche. Après l'introduction des « Aperçus IA », qui affichent des réponses générées par l'intelligence artificielle en haut des résultats, puis le lancement du « Mode IA », cette refonte constitue une nouvelle étape dans l'intégration de Gemini.

Le déploiement de cette interface est actuellement en cours à l'échelle mondiale. Son arrivée sur les différents comptes devrait toutefois se faire progressivement. Il faudra donc attendre quelque temps pour que l'ensemble des utilisateurs puisse découvrir ces nouvelles fonctionnalités.

SNO

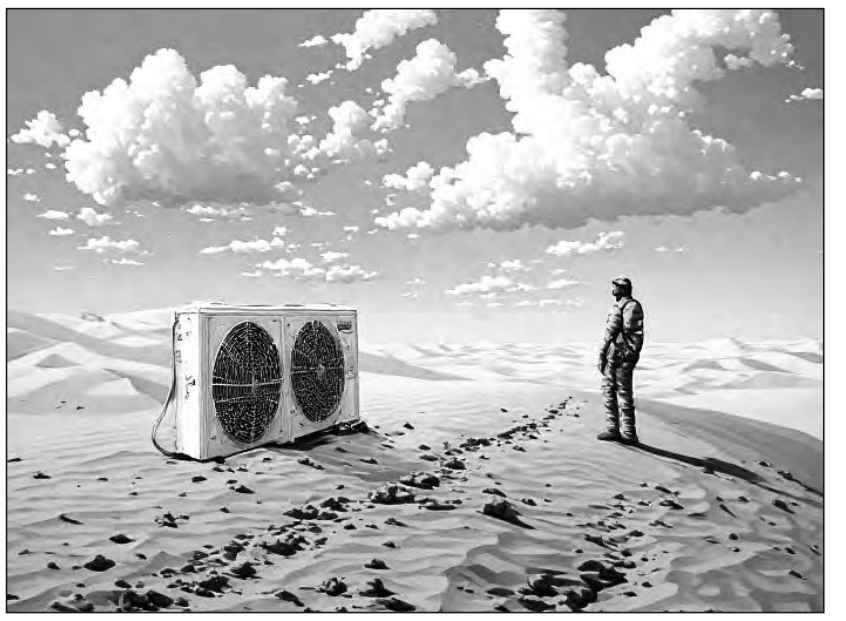
ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

CANICULE ET CLIMATISATION

QUAND LA QUÊTE DE LA FRAÎCHEUR EST UN ACTE ANTI ÉCOLOGIQUE

Face à la multiplication des canicules, le refroidissement des bâtiments devient le premier poste de croissance de la demande électrique mondiale, alerte l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Indispensable pour protéger la santé et l'activité économique, cette progression du besoin de fraîcheur met pourtant sous haute tension les réseaux électriques et pourrait peser sur les objectifs climatiques mondiaux.

Par Chaimaa Sadou



Le constat établi par l'AIE dans son rapport « World Energy Outlook 2026 », publié le 19 novembre, marque un tournant historique. Pour la première fois, l'électricité consommée pour rafraîchir les espaces dépasse celle consacrée au chauffage. Sous l'effet conjugué du dérèglement climatique, de l'urbanisation galopante et de la baisse des prix des appareils, la demande mondiale a bondi de 50% depuis 2015.

Elle atteint désormais 2 900 térawattheures (TWh), soit davantage que la consommation électrique annuelle de l'ensemble de l'Union européenne. En 2024, 200 millions de climatiseurs ont été expédiés à travers le globe, portés par une envolée de plus de 40% en Afrique et en Amérique latine, et une progression de 10% en Inde, aux États-Unis, au Moyen-Orient et en Europe.

Cette dynamique bouleverse en profondeur nos équilibres environnementaux. Contrairement au chauffage, étalé sur toute la saison froide, la climatisation sollicite brutalement les infrastructures en fin de journée, concentrant jusqu'à 30% de la pointe de demande. D'ici 2035, le refroidissement représentera plus de 40% de la croissance énergétique mondiale, un essor dont plus de 80% proviendra des pays émergents d'ici 2050. Des canicules plus fréquentes, notamment liées au phénomène El Niño, pourraient ajouter 700 TWh supplémentaires. En Afrique subsaharienne, l'inégalité sociale et énergétique est frappante : l'utilisation de la climatisation demeure très limitée en dehors des 20 % des ménages les plus aisés, en raison de la fragilité des réseaux. Pourtant, préserver des conditions thermiques supportables demeure vital au quotidien, notamment dans les salles de classe où une chaleur accablante dégrade la vigilance des élèves, tout comme une alimentation équilibrée est indispensable pour leur permettre d'assimiler durablement les cours.

Pour éviter que la lutte contre la chaleur ne relance massivement les centrales à énergies fossiles et les émissions de gaz à effet de serre, l'AIE appelle à une réponse écologique immédiate. L'imposition de normes strictes permettrait de généraliser des climatiseurs haute performance, capables de consommer jusqu'à quatre fois moins d'électricité que les modèles les moins efficaces.

Parallèlement, l'architecture bioclimatique offre des solutions durables : une isolation thermique soignée et un ombrage extérieur réduisent jusqu'à 80% les besoins en froid, tandis que la ventilation naturelle abaisse la température intérieure de 9 °C. À l'échelle des métropoles, la végétalisation et le déploiement de réseaux de froid urbain constituent des leviers importants contre les îlots de chaleur.

Alors que le réchauffement climatique rend le refroidissement vital pour les populations, la communauté internationale fait face à un double impératif écologique et social : démocratiser l'accès à la fraîcheur sans alourdir le bilan carbone de la planète. L'avenir énergétique dépendra ainsi autant de la sobriété technologique que d'un urbanisme repensé en harmonie avec la nature.

C.S

A L'AIR LIBRE

VISITE AU PARC NATIONAL DU DJURDJURA AU PROFIT DES ÉTUDIANTS

Par Halim Derdar

Une sortie pédagogique a été organisée au profit d'étudiants de l'Université Akli Mohand Oulhadj de Bouira au Parc national du Djurdjura (PND). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du développement de la coopération scientifique entre l'établissement universitaire et la direction du parc, a-t-on appris dimanche auprès de cette dernière.

Deux groupes d'étudiants en deuxième année de master, spécialisés en agronomie et en protection des végétaux, ont pris part à cette visite. Au programme figuraient la découverte des différents services du parc et la présentation de ses richesses naturelles, ainsi que des méthodes utilisées pour préserver ses écosystèmes.

Selon le directeur du PND, Ahmed Dahmouche, cette sortie avait pour objectif de familiariser les étudiants avec les caractéristiques écologiques et biologiques du site, tout en leur permettant de mieux comprendre les enjeux liés à la préservation et à la gestion durable des milieux naturels.

La visite a débuté par une halte à l'écomusée du secteur. À cette occasion, le responsable local a présenté aux étudiants la situation géographique du parc, la diversité de ses espèces animales et végétales ainsi que les principales richesses de son patrimoine naturel. Les participants ont également été informés des difficultés rencontrées dans la gestion de cet espace protégé, notamment celles liées aux activités humaines et aux pressions exercées sur l'environnement.

Le programme s'est poursuivi à la station biologique de Tala Rana, où les étudiants ont bénéficié d'explications sur les particularités géographiques du site, ses missions scientifiques et ses objectifs écologiques. Ils ont également découvert différentes espèces végétales introduites dans le cadre de travaux expérimentaux et de recherches menés en partenariat avec l'Institut national de recherche forestière (INRF).

Cette sortie a également été marquée par une randonnée pédestre en direction de la station climatique de Tala Rana. Ce parcours a permis aux étudiants d'observer de près les différentes composantes du milieu naturel, de reconnaître plusieurs formations végétales et de découvrir les espaces aménagés pour la détente et les loisirs. Cette dernière étape a notamment permis de mettre en évidence le rôle du parc dans la promotion d'un tourisme respectueux de l'environnement, à travers la protection et la valorisation de ses sites naturels et touristiques.

H.D

CRIMES CONTRE LA NATURE

PLUS DE 4000 OLIVIERS DÉTRUITS PAR L'ENTITÉ SIONISTE

Plus de 400 attaques menées par des colons sionistes pendant la récolte des olives en cours en Cisjordanie ont fait des victimes et endommagé plus de 4.000 arbres et jeunes plants, ont indiqué des responsables humanitaires des Nations Unies.

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a indiqué dans son dernier rapport de situation que le nombre d'attaques enregistrées cette année dépassait celui de toutes les précédentes saisons de récolte des olives, citant l'équipe humanitaire de pays des Nations Unies pour les territoires palestiniens occupés.

Selon les estimations, entre 80.000 et 100.000 familles palestiniennes dépendent des olives et de l'huile d'olive pour leur subsistance, ce secteur contribuant à hauteur d'environ 15% au produit intérieur brut (PIB) agricole palestinien. L'équipe humanitaire a indiqué que les appels lancés pour protéger les agriculteurs étaient restés sans suite et que les forces de l'armée sioniste avaient également endommagé plus de 10.000 arbres appartenant à des Palestiniens au cours des neuf premiers mois de 2026.

Elle a exhorté les forces de l'occupation sioniste à mettre fin à toutes les attaques, à garantir aux agriculteurs un accès sûr à leurs terres et à traduire les responsables de ces crimes en justice.

R.ENV

PROTECTION DES FORÊTS

50 KM DE PISTES FORESTIÈRES AVANT LA FIN DE L'ANNÉE 2026 À SAIDA

La réalisation et l'ouverture de 50 km de pistes forestières à travers plusieurs régions de la wilaya de Saïda devraient être achevées avant la fin de l'année en cours (2026), dans le cadre d'un programme visant à améliorer l'accès aux espaces forestiers et à renforcer leur protection, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts.

La même source a indiqué que les travaux de réalisation de ces pistes, lancés au cours du mois de septembre dernier, se poursuivent dans plusieurs zones forestières de la wilaya, notamment au niveau du mont Belhadj, dans la commune d'Aïn Soltane, et de Hassi Abou, dans la commune d'El Hassasna.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à désenclaver les zones forestières et à faciliter les déplacements des agents forestiers et des différents services concernés, notamment les équipes d'intervention en cas d'incendie. Elle permettra à ces équipes d'accéder rapidement aux zones concernées et facilitera la circulation des engins et des équipements utilisés dans les opérations d'extinction des feux.

Ces pistes devraient également contribuer à améliorer les conditions de gestion des espaces forestiers, à renforcer les opérations de surveillance et de contrôle périodiques, ainsi qu'à faciliter les travaux d'entretien, d'aménagement et de préservation du couvert végétal, a-t-on précisé.

R.ENV

ACTUALITÉS SOCIO-CULTURELLES

ARCHITECTURE ET PATRIMOINE

DIX ÉTUDIANTS RÉCOMPENSÉS POUR LEURS PROJETS VALORISANT L'IDENTITÉ ALGÉRIENNE

Dix étudiants issus de trois universités algériennes ont été récompensés samedi à Alger, à l'occasion de la 7e édition du Colloque national sur l'architecture, pour la qualité de leurs projets de fin d'études. Cette manifestation a permis de mettre en lumière des réalisations qui valorisent le patrimoine et les spécificités culturelles des différentes régions du pays.

Par Sarah Flifti



La cérémonie de remise du Prix national du meilleur projet de fin d'études en architecture s'est déroulée à Djamaâ El-Djazaïr, dans le cadre d'un colloque organisé sous le thème « Une architecture à identité ». Au total, 62 projets représentant 13 universités ont pris part à cette compétition, organisée à l'initiative de la Fondation El Medina pour les études et le développement, en partenariat avec l'École nationale supérieure des sciences islamiques « Dar El Coran » de Djamaâ El-Djazaïr. Ce concours avait pour objectif d'encourager la créativité des étudiants et de promouvoir les spécificités de l'architecture algérienne. L'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) s'est particulièrement illustrée en décrochant huit des dix distinctions décernées. Les deux autres prix ont été attribués à des étudiants de l'Université Blida 1 « Saad Dahlab » et de l'Université Alger 1 « Benyoucef Benkhedda ». Les trois projets arrivés en tête du classement se sont distingués par leur capacité à conjuguer les références historiques, naturelles et culturelles de leurs territoires avec les besoins de la vie contemporaine.

Le premier prix a été remporté par le projet intitulé « Centre d'innovation et de formation agro-écologique ». Celui-ci propose la création d'un espace regroupant des activités agricoles, de formation, de recherche et d'innovation. Sa conception accorde une importance particulière à l'intégration du bâtiment dans son environnement naturel, avec une place centrale réservée aux espaces verts et aux activités agricoles.

La deuxième distinction est revenue au projet « Passage des métiers – Bab el chark », qui met à l'honneur la mémoire commerciale et artisanale de Cherchell. Il prévoit de réaménager un ancien lieu de passage des caravanes pour en faire un espace consacré aux échanges culturels et à l'artisanat. L'objectif est notamment de permettre aux artisans de transmettre leurs savoir-faire aux jeunes générations.

Le troisième prix a été décerné à un projet d'hôtel touristique inspiré des richesses naturelles et culturelles de la région de Djelfa. Son architecture reprend plusieurs éléments emblématiques du territoire, notamment les formations rocheuses salines, l'habitat traditionnel des Ouled Naïl, le vieux village et la tente nomade. L'ensemble vise à traduire l'identité locale dans une conception adaptée aux besoins du tourisme contemporain.

S.F

PROTECTION DES ENFANTS CONTRE LA VIOLENCE

ORGANISATION D'UNE JOURNÉE DE SENSIBILISATION À SAIDA

Une journée de sensibilisation et d'information consacrée à la protection des enfants contre la violence a été organisée, dimanche dans la wilaya de Saïda, à l'initiative de la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'enfant, célébrée le 20 novembre de chaque année.

Le wali, Amoumen Mermouri, a présidé, au siège de la wilaya, la cérémonie d'ouverture de cette rencontre. Dans son allocution, il a souligné que l'attention portée à l'enfance et sa protection constituent une responsabilité collective qui nécessite la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs et intervenants, afin de réunir les conditions nécessaires à la garantie des droits de l'enfant à l'éducation, à l'enseignement, aux soins de santé, ainsi qu'à l'accompagnement psychologique et social.

Il a également salué les efforts déployés par l'Etat algérien dans le domaine de la promotion des droits de l'enfant et du renforcement du dispositif de protection, à travers la mise en place de différents mécanismes juridiques et institutionnels, ainsi que la création des conditions nécessaires à son épanouissement et à son développement dans un environnement sain et sécurisé.

De son côté, le directeur de l'action sociale et de la solidarité, Tahir Abid, a mis en avant l'importance d'intensifier les efforts visant à renforcer la protection des enfants contre toutes les formes de violence et de négligence. Il a souligné le rôle central des différents organismes et institutions concernés dans la prise en charge de cette catégorie de la société et la sensibilisation à ses droits, ainsi que dans l'ancrage d'une culture du signalement, de la prévention et de l'intervention pour protéger les enfants contre tout ce qui pourrait menacer leur intégrité physique et psychologique.

Le programme de cette rencontre a été marqué par plusieurs interventions portant sur la protection de l'enfant sous ses différents aspects juridique, sécuritaire et social. Dans ce cadre, la représentante de la Direction de l'action sociale et de la solidarité, Fatima Tahiri, a présenté les efforts du secteur en matière de protection de l'enfance et de prise en charge des enfants victimes de violence ou en situation de danger.

Elle a notamment exposé les différents mécanismes d'intervention, d'accompagnement psychologique et social, ainsi que les procédures de signalement et de prise en charge des cas recensés. Elle a également insisté sur l'importance de renforcer le travail de proximité et les actions de sensibilisation aux dangers de la violence et à ses répercussions sur l'enfant.

La représentante de la DASS a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance du dépistage précoce des situations de violence et de négligence auxquelles les enfants peuvent être exposés. Elle a souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents intervenants, secteurs, organismes et institutions spécialisées, afin de garantir une intervention rapide et efficace pour la prise en charge et l'accompagnement psychologique et social des enfants concernés.

Mme Tahiri a également insisté sur la nécessité d'ancrer une véritable culture du signalement et de lutter contre le silence et la dissimulation des différentes formes d'agression.

Pour sa part, le représentant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale a présenté les différents efforts déployés par ce corps de sécurité dans le domaine de la protection de l'enfance, notamment à travers les actions de prévention et de sensibilisation, ainsi que les interventions sur le terrain visant à lutter contre les différentes formes de violence et d'agression susceptibles de cibler les enfants.

Il a également évoqué le suivi des affaires liées aux atteintes aux droits des enfants et à leur intégrité physique et psychologique, dans le cadre de l'application des lois et de la réglementation en vigueur.

R.S

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE

L'UNIVERSITÉ D'ORAN 2 SIGNE UNE CONVENTION AVEC UNE UNIVERSITÉ INDONÉSIENNE

L'Université d'Oran 2 "Mohamed Ben Ahmed" a signé récemment une convention de coopération avec l'Université indonésienne Sebelas Maret, visant à renforcer les échanges et à développer les partenariats entre les deux établissements dans plusieurs domaines, a-t-on appris dimanche auprès de cette institution universitaire.

La convention a été signée par le recteur de l'Université d'Oran 2, le professeur Ahmed Chaalal, et son homologue de l'Université Sebelas Maret, le professeur Hartono Si. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'établissement algérien visant à renforcer sa coopération universitaire à l'échelle internationale, a précisé la même source.

Cet accord porte notamment sur le développement des échanges dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et des activités académiques. Il prévoit également le renforcement de la mobilité des étudiants, des enseignants et du personnel administratif, ainsi que l'échange d'informations et de publications scientifiques entre les deux institutions.

Les deux universités envisagent, en outre, de mener des projets de recherche conjoints et d'organiser des conférences, des séminaires et des ateliers scientifiques.

La coopération sera également étendue aux laboratoires de langues des deux établissements, dans la perspective de promouvoir les échanges et de développer des initiatives communes dans le domaine de l'enseignement des langues, a-t-on souligné.

R.S

ACTUALITÉS SPORTIVES

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE/AS DOUANES-CRB

LE CRB POUR PRENDRE UNE OPTION À NOUAKCHOTT

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine, entrera en lice avec l'ambition de prendre une option sur la qualification pour la phase de groupes, à l'occasion de son déplacement à Nouakchott, pour défier les Mauritaniens de l'AS Douanes, mardi au stade Cheikha Ould Boïdiya (18h00, heure algérienne), pour le compte du deuxième tour préliminaire (aller).

Le Chabab, actuel co-leader de la Ligue 1 et qui reste sur un premier revers concédé jeudi en championnat, à Ouargla face au MB Rouissat (1-0), abordera ce rendez-vous avec l'intention de revenir avec un bon résultat, en attendant la seconde manche prévue le mardi 1er décembre au stade du 5-Juillet d'Alger (20h00). A pied d'œuvre depuis vendredi soir à Nouakchott, le club de Laâquiba devrait se présenter avec un effectif au complet, de quoi permettre au coach tunisien, Nabil Maâloul d'aligner un onze compétitif et conquérant.

De son côté, la formation mauritanienne, qui reste sur un succès en championnat jeudi à domicile face à Kaedi (3-1), a poussé un ouf de soulagement après la décision du Tribunal arbitral du Sport (TAS) de Lausanne, qui a validé sa qualification pour ce deuxième tour préliminaire, aux dépens des Guinéens de Hafia Conakry (aller : 2-2, retour : 1-0). Le différend est né du report de la rencontre retour, initialement prévue à Conakry. L'AS Douanes avait invoqué des contraintes techniques pour expliquer l'impossibilité de se déplacer et jouer à la date programmée, une décision contestée par le club guinéen. La rencontre avait finalement été reprogrammée et remportée par le représentant mauritanien. En cas de qualification pour la phase de groupes, le Chabab sera versé dans le groupe C aux côtés des Red Arrows (Zambie), Maniema (RD Congo) et Singida Black Stars (Tanzanie).



L'autre représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, s'est qualifiée sans jouer, à la suite du retrait de la formation équato-guinéenne The Panthers FC. Le club de Soustara, détenteur du titre, évoluera dans le groupe D avec le CS Sfax (Tunisie), Real Bamako (Mali) et Black Bulls (Mozambique).

La première journée se jouera les 27, 28 et 29 novembre.

Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.

RS

FOOTBALL/ANGLETERRE

BELLOUMI EN TÊTE DU CLASSEMENT DES AILIERS LES MIEUX

L'international algérien de Hull City FC, Mohamed Bachir Belloumi, occupe la première place du classement des ailiers et attaquants excentrés les mieux notés du championnat anglais de football, avec une moyenne de 7,35/10, selon le classement publié par le site spécialisé dans les statistiques " WhoScored".

Cette distinction vient récompenser le bon début de saison réalisé par le joueur algérien avec Hull City, à l'occasion de sa première saison dans le championnat anglais, avec un bilan de trois buts et deux passes décisives en neuf apparitions, pour un total de 690 minutes de jeu, selon les statistiques du site " Opta ".

Ce classement confirme la montée en puissance de Belloumi dans l'un des championnats les plus relevés d'Europe, où il s'est imposé parmi les éléments offensifs importants de son équipe, grâce notamment à sa vitesse, à ses qualités techniques et à sa capacité à faire la différence.

A noter que Mohamed Bachir Belloumi a récemment repris les entraînements collectifs de son équipe, après s'être remis d'une blessure musculaire qui l'avait éloigné des terrains ces dernières semaines. Il pourrait ainsi figurer dans le groupe à l'occasion de la rencontre prévue dimanche face à Brighton.

Agé de 24 ans, Belloumi avait manqué le match face à Arsenal, soldé par une défaite de Hull City (1-0). Sa blessure l'avait également privé des deux rencontres de la sélection nationale face au Togo, en aller et retour, dans le cadre des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027.

Hull City compte beaucoup sur les services du joueur algérien, qui s'est imposé comme l'un des éléments essentiels de l'équipe durant la saison en cours, grâce à ses contributions offensives, notamment ses buts et ses passes décisives. Son retour constitue ainsi un renfort de taille pour le club en prévision de la prochaine étape.

RS

L'USM ANNABA PREND LES COMMANDES, LE MSP BATNA LOURDEMENT BATTU

L'USM Annaba a pris les commandes du groupe Centre-Est du championnat de Ligue 2 amateur de football, à la faveur de sa victoire à domicile face au MO Constantine (2-1), samedi, à l'occasion de la 10e journée, marquée également par la défaite des trois ex-co-leaders en déplacement, notamment le MSP Batna lourdement incliné face au NC Magra (4-1).

Grâce à ce succès, l'USM Annaba porte son total à 18 points et s'empare de la première place, avec une unité d'avance sur un groupe de cinq équipes composé du MSP Batna, de la JS Azazga, du MO Bejaia, du NC Magra et du Paradou AC, qui comptent chacun 17 points.

Le MSP Batna a réalisé la mauvaise opération de cette journée en s'inclinant lourdement sur le terrain du NC Magra (4-1), qui signe une précieuse victoire lui permettant de rejoindre le groupe des poursuivants immédiats du leader.

De son côté, le MO Bejaia a également manqué l'occasion de prendre seul les commandes du classement, après sa défaite à l'exterieur face à l'US Chaouia (2-1). Cette dernière remonte à la neuvième place avec 14 points, à égalité avec le NRB Béni Oulbane, vainqueur de la JS Azazga sur le même score (2-1). Le Paradou AC a, pour sa part, assuré l'essentiel à domicile face à l'IRB Nezla (2-1), consolidant sa place parmi les équipes de tête, tandis que l'AS Khroub a signé une victoire renversante devant le CR Béni Thour (3-2), lui permettant de porter son capital à 15 points.

Dans les autres rencontres, le NRB Teleghma s'est imposé devant la JSD Jijel (1-0), alors que le CA Batna et la JSM Skikda se sont neutralisés vendredi sur un score vierge (0-0).

Dans le groupe Centre-Ouest, les rencontres de la 10e journée, disputées vendredi, ont été marquées par les victoires des trois premiers du classement. Le GC Mascara et l'USM Blida se sont imposés respectivement devant le MC Saïda (3-0) et la JSM Tiaret (2-1), conservant ainsi les deux premières places avec 24 points chacun. Le RC Kouba a également conforté sa troisième position en allant battre le RC Arbaâ (1-0). La principale performance de cette journée est à mettre à l'actif de l'USM El Harrach, large vainqueur en déplacement face au NA Hussein-Dey (4-1).

R.S

BASKET / SUPER-DIVISION

LA FABB DÉVOILE LE PROGRAMME DES COMPÉTITIONS JUSQU'À FIN JANVIER 2027

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a dévoilé le programme des rencontres du championnat de Super-Division pour les mois de décembre 2026 et janvier 2027, marqué notamment par le déroulement de la 12e à la 18e journée, ainsi que des seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie.

Selon le calendrier publié par l'instance fédérale, la 12e journée du championnat se jouera les 11 et 12 décembre, suivie de deux rencontres en retard de la 7e journée, programmées le mardi 15 décembre : NA Husseïn-Dey - USM Alger et NB Staouéli - WO Boufarik. La 13e journée est prévue les 18 et 19 décembre, tandis que la 14e journée aura lieu les 25 et 26 du même mois. Deux autres rencontres en retard sont inscrites au programme : USM Alger - NB Staouéli, comptant pour la 8e journée, le 29 décembre, et NA Husseïn-Dey - NB Staouéli, au titre de la 10e journée, le 5 janvier 2027. La compétition reprendra ensuite avec la 15e journée, programmée les 1er et 2 janvier, puis la 16e journée les 8 et 9 janvier. Les seizièmes de finale de la Coupe d'Algérie sont fixés aux 15 et 16 janvier, avant la reprise du championnat avec la 17e journée les 22 et 23 janvier. Une dernière rencontre en retard, NB Staouéli - MC Alger, comptant pour la 11e journée, est programmée le mardi 26 janvier, alors que la 18e journée se disputera les 29 et 30 janvier. Au classement du championnat, le MC Alger occupe provisoirement la première place avec 20 points, devant le WO Boufarik, l'USM Blida et le CS Tlemcen, qui totalisent 19 points chacun.

R.S

TENNIS / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE U12 "PAR ÉQUIPES"

LES GARÇONS ALGÉRIENS EN FINALE

La sélection algérienne des U12 "garçons" s'est qualifiée samedi pour la finale du Championnat d'Afrique de la catégorie "par équipes", qui se déroule actuellement au Caire (Egypte), en s'imposant devant son homologue tunisienne sur le score de 2 à 1 en demi-finale.

La rencontre a débuté par une défaite de Mohamed Amine Benyelles face au Tunisien Joud Mohamed Touati (2-6, 6-7), avant que Mohamed Amir Henni ne remette les deux sélections à égalité en dominant Hedi Chaaben (6-0, 6-3). Le double décisif est revenu à la paire algérienne composée d'Iyed Menaceur et Mohamed Amir Henni, qui a pris le meilleur sur le tandem tunisien Joud Mohamed et Yahya Dammak en trois manches (6-2, 4-6, 10-2), offrant ainsi la qualification aux Algériens.

En finale, prévue dimanche, la sélection nationale affrontera le vainqueur de l'autre demi-finale opposant le Maroc au Ghana.

De leur côte, les filles algériennes ont été éliminées en demi-finales face à l'équipe marocaine (1-2). La délégation algérienne est conduite par Amar Telghamti, membre du Bureau fédéral. L'encadrement technique est assuré par M. Ryad Anseur, directeur des équipes nationales, et l'entraîneur Mohammed Lotfi Benosmane.

R.S

ACTUALITES SOCIOCULTURELLES

BATNA ACCUEILLE UNE NOUVELLE ÉDITION DU SALON NATIONAL DU LIVRE THAMUGADI

PRÈS DE 80 000 OUVRAGES PRÉSENTÉS AU PUBLIC

Le Salon national du livre Thamugadi a ouvert ses portes dimanche à la salle des expositions Assihar, située au centre-ville de Batna. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée sous la supervision du wali, Youcef Bechlaoui.

Par Ali Boudefel



Cette édition réunit une cinquantaine de maisons d'édition venues de plusieurs wilayas du pays. Elles proposent aux visiteurs près de 80 000 titres couvrant différents domaines du savoir et de la culture. Organisée par l'entreprise Lasfar des expositions, sous l'égide de la Direction de la culture et des arts de la wilaya, cette manifestation se poursuivra jusqu'au 6 décembre prochain, selon les précisions fournies par la directrice du secteur, Amira Deliou.

Placée sous le thème « Entre les pages, rayonnent les civilisations », cette rencontre entend mettre en avant la place du livre dans la transmission des connaissances et la sauvegarde du patrimoine culturel et historique des peuples.

Plusieurs activités sont prévues tout au long du salon. Le programme comprend notamment des séances de vente-dédicace, la présentation de nouvelles publications ainsi que des conférences animées par des écrivains venus de différentes régions du pays.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le wali a souligné l'importance de cette manifestation culturelle, qui s'est progressivement imposée comme un rendez-vous national régulier, au-delà d'un simple événement ponctuel. Il a également mis en avant son rôle dans la promotion de la lecture, la rencontre entre auteurs et lecteurs ainsi que le partage des expériences et des initiatives littéraires. Dès les premières heures, le salon a attiré de nombreux visiteurs, parmi lesquels des intellectuels, des chercheurs, des universitaires et des étudiants. Les espaces consacrés aux livres pour enfants ont particulièrement retenu l'attention du public. Ils visent à éveiller le goût de la lecture chez les plus jeunes, une initiative appréciée notamment par les parents. Les ouvrages exposés couvrent un large éventail de sujets, allant de la littérature aux sciences, en passant par la culture et les publications religieuses. Les visiteurs peuvent également découvrir un choix varié de dictionnaires et de livres parascolaires destinés à accompagner les élèves dans leur parcours scolaire.

A.B

ECHANGES CULTURELS

DJELFA SUBJUGUE OUM EL BOUAGHI

Le patrimoine populaire d'Ouled Naïl a suscité un vif engouement auprès du public, venu en nombre à la Maison de la culture Nouar-Boubaker d'Oum El Bouaghi, à l'occasion de l'ouverture de la semaine culturelle de la wilaya de Djelfa.

L'association "Promotion du patrimoine des Ouled Nail" de la wilaya de Djelfa a enchanté le public présent à cet événement culturel destiné à faire découvrir la richesse culturelle et patrimoniale de Djelfa.

Le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Djelfa, commissaire du festival culturel local des arts et cultures populaires, Mokhtar Seddiki, a souligné que l'organisation de cette manifestation "s'inscrit dans le cadre des échanges culturels entre les wilayas du pays, et de la promotion du patrimoine culturel, matériel et immatériel de la wilaya de Djelfa auprès du public de la wilaya d'Oum El Bouaghi".

Le programme de la semaine culturelle de Djelfa à Oum El Bouaghi, inaugurée dans l'après-midi de dimanche pour se poursuivre jusqu'à mercredi prochain, comprend une exposition de l'artisanat, des arts culinaires, des habits traditionnels, notamment la "kachabia", le burnous et la robe naïlie, en plus de tableaux d'arts plastiques retraçant, par le pinceau, le riche patrimoine de la wilaya de Djelfa et son histoire.

M. Seddiki a ajouté que le public de la wilaya d'Oum El Bouaghi aura rendez-vous, lors de cette manifestation, avec des déclamations de poésie classique et "Melhoun", ainsi qu'avec une conférence intitulée "Le patrimoine naïli, entre hier aujourd'hui, à l'ère de la mondialisation", présentée par le Pr Mohamed Zaïri de l'université de M'sila.

Le chant et la musique des Ouled Naïl aura également voix au chapitre lors de cette manifestation qui sera aussi marquée par la projection d'un film mettant en valeur les zones touristiques de la wilaya de Djelfa.

R.C

UNE PREMIÈRE À MASCARA

EXPOSITION DE L'ART ISLAMIQUE

La première édition de l'exposition d'art islamique a été inaugurée, samedi après-midi, à la Maison de la culture "Abi Ras Ennaciri" de Mascara, sous le slogan "L'art islamique, une identité civilisationnelle et un esprit de créativité sans fin".

Organisée à l'initiative de cet établissement culturel, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'art islamique (18 novembre), cette manifestation propose une exposition de 30 tableaux à l'huile réalisés par des artistes plasticiens de la wilaya de Mascara. Ces œuvres mettent en valeur la richesse du patrimoine islamique de la région, à travers notamment la mosquée de l'Allégeance, qui a abrité la seconde allégeance à l'Emir Abdelkader, et la mosquée "Mustapha Ben Tahami", ainsi que les motifs ornementaux islamiques qui décorent les édifices religieux construits par le fondateur de l'Etat algérien moderne à Mascara et dans d'autres régions du pays.

Un espace a également été consacré à l'exposition de tableaux mettant en lumière l'art authentique de la calligraphie arabe, ainsi que de maquettes ornées de motifs islamiques et de formes évoquant la période médiévale islamique en Algérie. Ces œuvres ont été réalisées par de jeunes participants à l'atelier des arts plastiques relevant de la maison de la culture de Mascara.

L'exposition comprend également un espace dédié à la présentation d'un ensemble d'ouvrages consacrés à l'histoire de l'art islamique algérien, notamment "L'art de la miniature algérienne", du chercheur Hachemi Amer, "L'ornementation architecturale islamique à l'époque des Zianides", de l'historien Mohamed Lakhdar Oulmi, et "Constantine, monuments de civilisation et d'histoire", du chercheur Touati Bousahla.

La première journée de cette manifestation a enregistré une affluence notable de jeunes passionnés d'art islamique, ainsi que de participants aux ateliers de la maison de la culture de Mascara et de plusieurs artistes plasticiens de la wilaya.

En marge de cette exposition, qui se poursuivra durant trois jours, un atelier de découverte de l'art islamique algérien a été programmé au profit des participants aux ateliers de cet établissement culturel. Une conférence intitulée " Histoire de l'art islamique dans la wilaya de Mascara : la période de l'Emir Abdelkader comme modèle" sera également animée par un enseignant de l'université Mustapha-Stambouli, selon les organisateurs. Cette exposition vise à faire connaître l'art islamique en Algérie, notamment dans la wilaya de Mascara, à mettre en valeur les créations des artistes locaux et leurs efforts en faveur de la préservation et de la promotion de cet art authentique, ainsi qu'à encourager les participants à l'atelier des arts plastiques de la maison de la culture "Abi Ras Ennaciri" à s'initier à l'art de la miniature islamique et à la calligraphie arabe traditionnelle, a-t-on indiqué.

R.C

LIVRE AUDIO

L'ASSOCIATION NATIONALE DES NON-VOYANTS "EL KALAM" HONORE LES LAURÉATS D'UN CONCOURS CONSACRÉ À LA PALESTINE

Les lauréats de la troisième édition du concours national du livre audio, organisé par l'Association nationale des non-voyants "El Kalam", et consacré cette année à la cause palestinienne, ont été honorés samedi à Alger.

Dans son allocution d'ouverture, prononcée en présence du président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid, de représentants d'instances officielles et d'associations nationales, ainsi que des membres

de l'association, le président de cette dernière, Nasreddine Lakhdari, a indiqué que cette rencontre annuelle, organisée dans sa 3e édition, "se tient en solidarité avec le peuple palestinien et vient réaffirmer le soutien populaire algérien à sa cause".

Cette troisième édition du concours a été consacrée à la cause palestinienne, a-t-il précisé, soulignant que les six (6) candidats ayant atteint la phase finale avaient pour mission de présenter un résumé audio d'un ouvrage sur l'histoire de la cause palestinienne.

Dans ce cadre, le premier prix est revenu à Jad Toumari, de la wilaya de Tébessa, tandis que le deuxième prix a été décerné à Ammar Nadjoua Derraân, de la wilaya d'El Tarf, et le troisième à Hamza Yahiaoui, de la wilaya de Bouira. Le jury a également récompensé Asma Kâkaï (Khenchela), Achraf Bouabdallah (Mila) et Wiam Bekouche (Alger), qui ont respectivement obtenu les quatrième, cinquième et sixième places.

Quelque 25 candidats issus de différentes wilayas du pays ont pris part à cette troisième édition du concours national "El Kalam", dont six (6) ont accédé à la phase finale, le thème de cette édition ayant porté sur la cause palestinienne, à travers la lecture et le résumé d'un ouvrage consacré à son histoire. La phase finale a été marquée par une série de questions orales adressées, aux six candidats qualifiés, par le jury, présidé par le chercheur et universitaire Meddour Madani.

R.C

DES VÉRITÉS... DES FAITS ET DES VÉRITÉS...

ÉPIDÉMIES DE COLLUSIONS

UN BILAN PRIS EN GRIPPE

Je reconnais les bonnes intentions des journalistes qui préviennent le lectorat, à propos des mensonges et du climat de peur, entretenus exprès par l'OMS. Et, surtout, par leurs « philanthropes » qui s'enrichissent en vendant des vaccins inefficaces. Mais pour éviter la diffamation dont nous sommes victimes, mieux vaudrait ne pas leur donner d'occasion de nous traiter de conspirationnistes.

Par Maryse Laurence Lewis
In mondialisation.ca, 19 novembre 2026

Il est vrai que des groupes tels que les francs-maçons subsistent. Leur propagation était fulminante à l'époque de l'indépendance des États-Unis, mais il est préférable de s'en tenir à la science. Quoiqu'on en dise, les virus existent. On ne peut nier qu'une personne qui éternue ou tousse peut nous contaminer d'un rhume ou une grippe, si nous sommes déjà en état de vulnérabilité physique.

Il y a deux sources indéniables de virus :

Les élevages industriels, d'où émanent la grippe aviaire et la porcine (H1N5, H1N1)

Les laboratoires de niveau P4 (pathogènes 4) expérimentant sur les micro-organismes les plus virulents de la planète.

Jusqu'à maintenant, rien n'est fait pour que les risques représentés par ces deux secteurs soient enrayés. Durant toute la pandémie, les promoteurs de vaccins ont misé sur l'exagération et gagné des fortunes. Ils ne veulent pas perdre cette opportunité.

Le même constat peut être établi avec les antibiotiques : 80% sont administrés au bétail et aux élevages porcins, maintenus en captivité et en promiscuité. La résistance des virus et bactéries à ces produits les rendent vite inefficaces. Cesser ce type d'élevage et diminuer les antibiotiques nous épargnerait de prochaines épidémies.

Les offensifs ministères de la Défense

Si on tolère les laboratoires P4, c'est parce qu'ils sont majoritairement liés aux ministères de la Défense. Malgré les accords internationaux, tous les pays qui se prétendent démocratiques ont des gens affectés au développement d'armes biologiques. Les nazis n'étaient pas les seuls à en fabriquer, et le laboratoire de Fort Detrick, au Maryland, fut l'un d'eux avant et pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Et depuis des années, on y étudie la famille des Coronavirus, avec comme cobayes, des chauves-souris, tout comme au laboratoire de la ville chinoise de Wuhan.[1]

La Chine note que l'institut des maladies infectieuses de Fort Detrick a étudié les coronavirus et qu'il a été fermé pendant plusieurs mois en 2019-2020 pour des infractions à la sécurité.

https://www.lapresse.ca/international/asie-et-oceanie/2021-08-25/origine-de-la-covid-19/la-chine-accuse-washington-de-politiser-les-recherches.php

Les deux laboratoires s'accusent mutuellement d'être responsables d'une fuite virale. Les Chinois ont raison d'exiger une inspection à Fort Detrick, puisqu'eux ont accueilli une délégation venant inspecter leur laboratoire, ce qui n'est pas le cas de l'institut du Maryland. [2]

Le comble de l'aberration

Les tests effectués pour savoir si on est porteur d'une possible infection ont été plus nombreux encore que les injections. Ils ont donc rapporté encore plus d'argent aux entreprises pharmaceutiques.

Dans les faits, devant la fréquence des cas de tests positifs, sans suite de grippe, on a décidé de nommer les personnes comme étant asymptomatiques! Maintenir les gens en alarme permanente, sur le nombre de cas positifs, et oser dire que ceux et celles qui ne développent pas d'infection sont des asymptomatiques, c'est se moquer de nous. A-t-on déjà connu des gens qui sont censés être malades, qui ne souffrent d'aucun symptôme et qui sont totalement sains durant une infection?

Or, dans les journaux imprimés ou télédiffusés, on nous assénait le nombre de tests positifs, sans nous dire combien de gens testés avaient réellement souffert d'une grippe ou s'étaient confinés sans développer d'infection. Cette absence de suivi et d'annonce publique est contraire à la science et à l'éthique. Elle n'est basée que sur l'exagération. Au lieu de reconnaître que les tests se basent sur la détection de matériel génétique viral infime, ne pouvant nous infecter, donc, admettre que les tests sont inefficaces, on invente les asymptomatiques. Des malades qui ne sont pas malades.

Le témoignage d'un médecin

Dans son livre Mes carnet de pandémie, le médecin urgentologue, François Marquis, raconte avoir été testé positif. Tant qu'à ne pas pouvoir retourner travailler à l'hôpital, il s'est inscrit à une étude au Centre intégré universitaire de santé et services sociaux de l'Est de Montréal (CIUSSS), pour tester des techniques de détection de virus. Et là, on le teste… négatif ! (Chapitre 40, pages 222 à 225, puis chapitre 41).

On dit qu'il a peut-être été un cas 100% asymptomatique et guéri, ayant des restes de virus dans son organisme. Il aurait été infecté, sans en ressentir d'effets!

Sinon, il précise que les « faux tests négatifs » sont des détections de virus trop faibles au moment du prélèvement. Il a donc accepté son confinement réglementaire, jusqu'au 26 décembre 2020. Et pendant ces semaines, aucune grippe ne s'est manifestée en lui ni chez lui. [2]

Qui sont les gens les plus exposés ?

Dans les faits, qui risque le plus de souffrir d'une grippe? Si on considère le contrôle du nombre de gens dans un commerce, les mesures de distanciation et d'hygiène, les gens les plus touchés devraient être le personnel de la santé. Contrairement aux autres, aucun ne pouvait éviter d'être en contact avec les malades.

Selon les statistiques, au 14 juillet 2022, le Canada recensait 150,546 cas d'intervenants testés positifs, dans les cliniques et hôpitaux. De ce nombre, 51 sont décédés. Voici les chiffres précis :

En Ontario : 17 morts
Au Québec : 13 décès
En Alberta : 10 macchabées
Au Manitoba : 5 morts
Au Nunavut : 5 décès
En Saskatchewan : 1 mort

La Colombie canadienne et les Territoires du Nord-Ouest n'avaient pas émis de données.

On ne précise pas leur âge ni leur état de santé antérieur. [3]

Plus on vaccine, plus le nombre de cas positifs augmente

Si on se limite encore au personnel de la santé :

Avant la vaccination, entre le 15 janvier et le 23 juillet 2020, on enregistrait 21,842 cas positifs.

Entre le 24 juillet 2020 et le 15 janvier 2021, on recensait 44,078 cas, à une période qui couvre la partie de l'année où, normalement, peu d'individus sains ont une grippe.

Les premiers vaccins ont été administrés en décembre 2020.

Entre le 16 janvier 2021 et le 15 juin 2021, on faisait état de 28,953 cas.

Entre le 16 juin 2021 et le 14 janvier 2022, on comptait 55,673 cas testés positifs.

Que remarque-t-on dans ces chiffres? À mesure que la couverture vaccinale s'intensifie, le nombre de cas testés positifs augmentent, entre juin 2021 et janvier 2022.

Sur le site de l'Institut canadien d'information sur la santé, voilà ce qu'on peut lire :

« Le nombre le plus élevé de nouveaux cas chez les travailleurs de la santé a été observé entre juin 2021 et janvier 2022. Toutefois, les travailleurs de la santé continuaient de représenter une faible proportion des nouveaux cas au Canada. »

https://www.cihi.ca/fr/nombre-de-cas-et-de-deces-lies-a-la-covid-19-chez-les-travailleurs-de-la-sante-au-canada-0

Au Québec

Entre autres aberrations, je rappelle qu'entre août 2020 et août 2021, on ne recensait aucune mort par grippe saisonnière, seulement des victimes de Covid-19. Où se cachaient donc les vecteurs d'influenza?

Il y aurait eu 74,550 décès de causes variées en 2020. Par rapport à 2019, ce serait un excédant de 6,750 morts. Quoique l'on raffine la technologie et les méthodes de détections de maladies, d'une année à l'autre, le nombre de décès augmente et pas uniquement par grippe.

Entre 2010 et 2019, l'augmentation moyenne de mortalité était de 2% de plus.

De 2020 à 2023, il y aurait eu 5% de plus de mortalité, surtout chez les personnes âgées.

On spécifie bien que ces gens étaient déjà aux prises avec des problèmes de santé antérieurs, on parle donc de comorbidité. Un virus qui s'y ajoute ne fait qu'affaiblir davantage l'organisme. Les patients souffraient déjà de malaises. Affirmer que le décès est dû à un virus prête à caution.

Les décès excédentaires

Depuis la Covid, il y aurait eu 12,551 décès dits excédentaires, en comparaison avec les moyennes annuelles. On ne précise aucunement la part de la Covid dans ce chiffre. Ce peut être de démence, ou d'empoisonnement aux drogues, puisque les deux s'intensifient chaque année. Et possiblement de pneumonies, causées par une surcharge du système immunitaire, due à des vaccinations répétées…

En 2023, la Covid-19 a continué d'avoir une incidence sur les personnes âgées. Soit, environ sept décès sur dix pour les gens de 80 ans et plus. Et un décès sur quatre dans la tranche d'âge de 65 à 79 ans.

En France

Selon le virologue moléculaire Patrick Stocco, les décès, liés aux vaccinations cette fois, s'élèveraient à 300,000 morts.

L'empoisonnement aux drogues

En 2023, il y a eu 7,162 décès par empoisonnement aux drogues, que l'on suppose accidentels.

Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré.

En 2021, durant la pandémie, le nombre de décès par drogue atteignait 6,774.

Et en 2022, ils s'élevaient à 5,645 cas.

La Colombie canadienne étant la plus touchée, avec 40 décès pour 100,000 personnes.

En Alberta, 26 morts par 100,000 résidents.

La Saskatchewan suit, avec 22 décès pour 100,000 habitants. [6]

La vaccination est inutile pour les gens d'âge moyen et nuisible pour les jeunes. Mieux vaudrait améliorer les conditions de travail, solutionner le manque de logements et en abaisser les loyers. Il y aurait sans doute moins de suicides, d'itinérance et de morts par surdose de drogues…

Le discours des médias officiels et des promoteurs d'injections a changé

D'abord, on accusait les non vaccinés de propager le virus et de remplir les hôpitaux.

Ensuite, en constatant que, même injectés trois, quatre, cinq, six fois, des gens contractaient le virus ou d'autres formes d'infections respiratoires, on a dit que les injections protégeaient des formes graves menant à une hospitalisation.

Au lieu de mentionner combien de doses les gens avaient reçu, on appelait « non adéquatement vaccinés » ceux et celles qui n'avaient pas reçu à chaque six mois un vaccin. De sorte que, dans les statistiques, on pouvait croire que le nombre représentait des gens aucunement vaccinés. Ce qui dissimulait le nombre réel d'individus vaccinés ayant à nouveau la grippe.

Le vrai coût des médicaments

On justifie le coût effarant des remèdes par celui de leur fabrication et périodes de tests. Voici un aperçu de la gestion de l'entreprise pharmaceutique française Sanofi.

Ce sont de 18% à 20% du chiffre d'affaires brut qu'on investit en recherche et développement, ce qui représente environ neuf milliards d'euros.

Sur le montant du bénéfice net, ce sont 60% à 85% qui sont redistribués aux actionnaires, et on spécifie que le dividende est en croissance constante. Ce qui correspond à 4,5 à 5 milliards d'euros annuels. Avec un rendement de l'action oscillant entre 5,4% et 5,8% par rapport au cours boursier.

L'administration, incluant une part d'environ 1,5% de publicité, représente entre 20% et 25% du chiffre d'affaires annuel global, soit entre neuf et onze milliards d'euros. [7]

En résumé : l'administration surpasse de 2 à 7% la somme allouée en recherche et développement. Et la spéculation boursière permet aux actionnaires d'encaisser plus de quatre milliards et demi d'euros par an.

Malheureusement, avec nos experts, incapables d'admettre leurs erreurs, la devise « Avant tout, ne pas nuire » doit être remplacée par « Avant tout ne pas nuire… à leur réputation ».

MARYSE LAURENCE LEWIS

RÉFÉRENCES :

1.1 Conspiracies uncovered, Cover-ups, hoaxes, and secret societies, Dr Lee Mellor, Éditions Dorling Kindersley limited, 2021. (Conspirations découvertes, dissimulations, canulars et sociétés secrètes, pages 186-187.)
1.2 Mysteries persist after world health organization reportson covid-origin search, Nature, by Smriti Mallapaty, Amy Maxmen & Ewen Callaway, vol. 590, p. 371-372, 18 february 2021.
2. Mes Carnets de pandémie, Dr François Marquis, les Éditions du journal (Québec Science), 2021.
3. https://www.cihi.ca/fr/nombre-de-cas-et-de-deces-lies-a-la-covid-19-chez-les-travailleurs-de-la-sante-au-canada-0
4. https://www.inspq.qc.ca/nouvelles/bilan-de-la-surmortalite-au-quebec-de-2020-2023
5. Vidéo avec le virologiste moléculaire Patrick Stocco et le statisticien Pierre Chaillot, entrevue par Alexandre Cuignache https://www.mondialisation.ca/vaccins-arnm-ce-que-vos-cellules-sont-reellement-chargees-de-fabriquer/5711012?pdf=5711012&doing_wp_cron=1792272726.8433029651641845703125
6. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/241204/dq241204a-fra.htm
7. https://www.sanofi.com/fr/investisseurs/rapports-financiers-et-information-reglementee

INTERNET

Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE MARCHAND ET LE BALAI DE VÉRITÉ

Il était une fois, dans le paisible village de Kpétou, un marchand très rusé nommé Kambolé. Il vendait toutes sortes de marchandises au marché : riz, sel, tissus, potions et même des amulettes porte-bonheur. Mais ce que les gens ignoraient, c'est que Kambolé mélangeait souvent le riz avec du sable, ajoutait de la craie à sa farine, et ses potions n'étaient que de l'eau colorée.

Grâce à ses ruses, il devint très riche. Sa maison était la plus grande du village, et il se vantait sans cesse :

> — Dans la vie, ce n'est pas l'honnêteté qui paie, c'est l'intelligence !

Beaucoup de jeunes commencèrent à l'admirer. Ils disaient :

> — Kambolé est un modèle de réussite ! Regardez-le ! Il a tout !

Mais au cœur de la forêt, vivait une vieille femme sage que tout le monde appelait Mamá Yawa, la Gardienne de la Vérité. Elle n'allait presque jamais au village, sauf quand le mensonge devenait trop fort. Une nuit, elle eut une vision : le village de Kpétou était en train de sombrer dans la tromperie, et les cœurs purs devenaient rares.

Alors, un matin, Mamá Yawa descendit de la colline, tenant un simple balai tressé avec des feuilles d'iroko et des plumes de colombe. Elle alla sur la place du marché et dit :

> — Ce balai est magique. Il balaie la vérité là où le mensonge s'est installé. Je le prête à celui qui osera balayer sa propre boutique.



Les commerçants rirent. Tous… sauf Kambolé. Il s'approcha et dit avec arrogance :

> — Balai ou pas, je n'ai rien à cacher. Donne-moi ce balai, vieille mère, je vais balayer ma boutique, et le village verra que je suis honnête !

Mamá Yawa sourit doucement et lui donna le balai.

Kambolé entra dans sa boutique. À peine eut-il balayé le sol que des choses étranges commencèrent à se produire.

Les sacs de riz se vidèrent et ne laissèrent que du sable. Les pots de farine s'envolèrent en nuage de craie. Les potions se mirent à puer comme des œufs pourris.

Le peuple accourut. Tous virent la vérité. Certains criaient, d'autres pleuraient. Les anciens hochèrent la tête :

> — Nous avons été trompés pendant toutes ces années…

Kambolé tomba à genoux. Lui qui avait toujours été fier, il pleura comme un enfant.

> — Pardon… Pardon… J'ai tout gâché…

Mamá Yawa posa la main sur son épaule :

> — La honte d'un jour vaut mieux que la honte éternelle. Tu as encore le choix : recommence, mais cette fois, avec vérité.

Ce jour-là, Kambolé ferma sa boutique. Pendant une lune entière, il alla de case en case pour demander pardon et rendre ce qu'il pouvait. Puis il rouvrit son commerce, cette fois honnête. Il vendait moins, mais les gens lui faisaient confiance. Et peu à peu, il retrouva respect, dignité et paix.

Mamá Yawa repartit dans la forêt, laissant son balai planté au milieu du marché. On le vit longtemps là, comme un rappel que la vérité finit toujours par balayer le mensonge.

Morale du conte :

Celui qui bâtit sa richesse sur la tromperie construit sa maison sur du sable.

Le mensonge peut courir longtemps, mais la vérité, même à petit pas, finit toujours par le rattraper.

Mieux vaut perdre un client que perdre son honneur.

Le vrai succès, c'est de dormir en paix avec sa conscience.

Un conte d'Emmanuel AHO-LOUKPE

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 15/11/2026

LE MARCHÉ OÙ AUCUN PIMENT N'ÉTAIT DOUX

Il était une fois, dans un village d'Afrique appelé Koulouba, une jeune femme nommée Awa. Elle était mariée à un homme du nom de Koffi. Comme tous les couples, ils connaissaient des jours heureux, mais aussi des moments de désaccord. Pourtant, Awa avait une difficulté : elle supportait difficilement les défauts de son mari et pensait qu'un homme qui aime véritablement sa femme ne devait jamais la contrarier.

Un jour, après une violente dispute avec Koffi, Awa, emportée par la colère, rassembla ses affaires et quitta le foyer conjugal pour retourner chez ses parents.

À son arrivée, elle trouva son père, le vieux Benfora, assis sous le grand arbre à palabres. Sans même prendre le temps de se reposer, elle se mit à raconter ses malheurs.

— Père, je n'en peux plus ! Koffi est un mauvais mari. Il a trop de défauts. Il ne me comprend pas, il me contrarie et chaque jour passé avec lui devient une souffrance. J'ai décidé de le quitter définitivement. Je veux refaire ma vie avec un autre homme, quelqu'un qui saura me rendre heureuse.

Le vieux Benfora l'écouta sans l'interrompre. Il tira lentement sur sa pipe, observa sa fille quelques instants, puis se leva.

— Ma fille, si tu penses avoir pris la bonne décision, je ne vais pas t'en empêcher. Mais avant de faire ton choix définitif, j'aimerais te demander un petit service.

Il entra dans sa chambre, prit une somme d'argent et la tendit à Awa.

— Prends cet argent et va au marché. Je veux que tu me rapportes un piment qui n'est pas pimenté. Attention, je ne veux pas un piment qui pique un peu moins que les autres. Je veux un piment qui ne pique absolument pas.

Awa fut étonnée par cette demande, mais elle prit l'argent et se dirigea vers le marché.

Arrivée sur les lieux, elle commença ses recherches. Elle goûta d'abord les petits piments, puis les moyens, ensuite les gros. Elle interrogea plusieurs vendeuses et parcourut presque toutes les étales du marché.

Mais partout, c'était la même chose : certains piments étaient moins forts, d'autres plus brûlants, mais aucun n'était totalement dépourvu de piquant.



Après plusieurs heures de recherche, Awa abandonna. Elle retourna chez son père, les mains vides.

— Père, j'ai parcouru tout le marché. J'ai goûté à presque tous les piments, du plus petit au plus gros. J'en ai trouvé des moins piquants et d'autres extrêmement forts, mais je n'ai pas trouvé un seul piment qui ne pique pas.

Le vieux Benfora esquissa un sourire. Il invita sa fille à s'asseoir près de lui, puis lui dit :

— Ma fille, les hommes ressemblent aux piments que tu viens de chercher. Certains ont des défauts difficiles à supporter, d'autres ont des défauts moins visibles. Mais tu ne trouveras jamais un homme qui soit totalement dépourvu de défauts. Même moi, ton père, qui suis assis devant toi pour te donner des conseils, j'ai mes propres défauts. Ta mère aussi a les siens. Et toi-même, malgré toutes tes qualités, tu n'es pas sans défaut.

Il marqua une petite pause avant de poursuivre :

— Ne crois surtout pas que l'homme que tu trouveras demain sera un être parfait. Peut-être que Koffi a des défauts que tu ne supportes plus aujourd'hui, mais celui qui viendra après lui en aura d'autres que tu ne connais pas encore. Le bonheur dans un foyer ne consiste pas à trouver une personne sans défaut, mais à trouver deux personnes capables de reconnaître leurs imperfections, de se corriger et d'apprendre à vivre ensemble.

Awa baissa la tête. Les paroles de son père venaient de toucher son cœur.

Benfora posa doucement sa main sur son épaule et ajouta :

— Ma fille, je ne te demande pas de supporter l'insupportable, ni de rester dans un foyer où tu souffres ou où ta dignité est bafouée. Mais ne détruis pas une relation simplement parce que tu viens de découvrir que celui que tu as épousé est un être humain, avec ses qualités et ses faiblesses. Avant de chercher un nouvel homme, apprends d'abord à comprendre celui avec qui tu vis, et demande-toi aussi ce que tu apportes toi-même dans cette relation.

Cette nuit-là, Awa dormit profondément. Le lendemain, elle décida de retourner auprès de Koffi. Cette fois, elle revint avec un cœur moins rempli de colère et davantage disposé au dialogue.

Koffi, de son côté, reconnut également ses torts. Ils prirent le temps de discuter, de se pardonner et de comprendre ce qu'ils devaient changer chacun de leur côté.

Et depuis ce jour, chaque fois qu'une dispute menaçait leur tranquillité, Awa se souvenait du marché où aucun piment n'était doux.

MORALE :

Ne quitte pas forcément une personne parce que tu as découvert ses défauts, car celui ou celle que tu rencontreras demain ne sera pas non plus parfait. Le véritable amour ne consiste pas à trouver un être sans défaut, mais à apprendre à construire avec un être imparfait, tout en sachant reconnaître les limites qu'il ne faut jamais franchir.

Car au marché de la vie, il n'existe aucun piment qui ne pique pas ; il existe seulement des personnes qui apprennent à supporter le piquant des autres sans oublier de corriger le leur.

Othniel YERIMA

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'ouest, le 15/11/2026

ENTRE NOUS



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:44	12:33	15:28	17:51	19:14

LES INTENTIONS DIABOLIQUES DU MAROC

LE MAKHZEN CONSACRE L'EXPANSION DE LA PRODUCTION DE DROGUES DANS LE CADRE DE POLITIQUES HOSTILES

Le régime du Makhzen étend les cultures de cannabis et consacre la production de drogues, optant pour la submersion des pays de la région par ce poison, en s'appuyant sur la pauvreté, le chômage et la marginalisation pour nourrir cette activité criminelle transfrontalière qui interagit avec les activités terroristes et le trafic illicite d'armes.

Cette expansion, qui gagne de nouveaux territoires et détruit les espaces naturels, révèle l'enracinement d'une économie de la drogue entretenue au détriment des populations, et consacrée, au titre d'une politique hostile,

pour la déstabilisation des pays de la région et détruire leur jeunesse.

Pour ce faire, les réseaux de trafic de drogue à partir du Maroc ont recours aux moyens de guerre dans l'acheminement du cannabis marocain, ainsi qu'aux armes à feu, dont des armes lourdes parfois, des constats faits lors des opérations de démantèlement de réseaux marocains de trafic de drogue donnant lieu à la saisie de la drogue ainsi que des munitions, reflétant ainsi l'interdépendance croissante entre les réseaux de trafic de drogue et les groupes terroristes.

Les études géographiques montrent que les cultures de cannabis débordent largement de leurs zones traditionnelles et s'étendent à de nouveaux espaces montagneux, où l'absence de développement et de perspectives économiques maintient les populations sous la dépendance de cette activité illicite.

Une étude publiée dans la revue "Territoires, Environnement et Développement", sous le titre "Dynamique agricole dans les zones montagneuses : rôle de la culture du cannabis dans la recomposition de l'occupation des sols à Bab Berred durant la période 2005-2025", documente cette progression à partir d'images satellitaires et de données de télédétection.

Dans la commune de Bab Berred, dans le nord du Maroc, les terres agricoles sont passées de 40 % de la superficie en 2005 à 52 % en 2025, tandis que les formations naturelles ont chuté de 54 % à 38 %. Entre 2015 et 2025, l'expansion agricole a progressé de 36 %, avec près de 27 % des espaces naturels convertis en terres consacrées au cannabis. Les cultures gagnent notamment les altitudes comprises entre 600 et 900 mètres et les terrains à pente moyenne, confirmant leur avancée vers de nouveaux territoires.



Le Maroc, le pays on l'on cultive la mort

Des forêts incendiées pour étendre les champs de cannabis

L'extension des cultures s'accompagne d'une destruction alarmante des forêts. Une étude publiée dans la revue "Science", intitulée "Les plantations de cannabis marocaines menacent la biodiversité", révèle l'ampleur des dégâts dans le parc de Talassemtane, dans le nord du pays.

Entre 2001 et 2018, ce parc a perdu 2.850 hectares de forêts, soit 4,8 % de sa superficie, tandis que 4.440 hectares, représentant 7,5 % du parc, ont été touchés par des incendies attribués à une intervention délibérée des autorités du Makhzen pour dégager de nouvelles terres destinées à la culture du cannabis.

La destruction des forêts au profit de l'extension des plantations met directement en cause les pratiques des autorités marocaines et révèle le prix environnemental de cette économie. Le couvert végétal est sacrifié pour permettre à la production de drogue de gagner de nouvelles superficies, aggravant la dégradation des territoires concernés. Cette expansion s'inscrit dans une progression historique documentée par le chercheur français Pierre-Arnaud Chouvy. Celui-ci retrace, dans une étude intitulée "Production de cannabis et Haschich au Maroc : contexte et enjeux", le développement de la culture du cannabis depuis son foyer historique de Ketama vers les régions de Ghomara et de Jbala, ainsi que l'est de la province d'Al Hoceïma, avant de gagner d'autres territoires durant les années 1980 et 1990. Selon ses travaux, les superficies cultivées, inférieures à 10.000 hectares à la fin des années 1970, ont atteint près de 25.000 hectares au milieu des années 1980, puis entre 60.000 et 75.000 hectares en 1995. Elles ont ensuite progressé jusqu'à 134.000 hectares, selon une enquête de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Dans une étude cosignée avec Karima Afsaïhi et publiée dans l'" International Journal of Drug Policy", sous le titre "La culture du cannabis au Maroc : évolution de la production de haschisch sous le régime de la prohibition", Chouvy relie cette progression à la grave crise économique qui frappe le Royaume, particulièrement ses régions montagneuses. Les chercheurs relèvent le sous développement chronique de la mécanisation agricole et l'incapacité de l'émigration irrégulière, instrumentalisée par le Makhzen comme moyen de pression et d'évacuation des tensions sociales, à absorber les crises grandissantes.

Les chiffres sociaux illustrent l'ampleur de cette marginalisation : l'analphabétisme atteint 29,8 % parmi les personnes âgées de dix ans et plus, et 38,1 % en milieu rural, selon le Recensement général de la population et de l'habitat. Au troisième trimestre 2026, le chômage s'est établi à 10,5 %, atteignant 30,5 % chez les jeunes de 15 à 24 ans et 16,7 % chez les femmes. Le Maroc a également perdu 173.000 emplois, tandis que la pauvreté multidimensionnelle continue de frapper la population.

Cette économie repose aussi sur l'exploitation du travail familial. Dans son étude "Pas de culture du cannabis sans les femmes", Kenza Afsaïhi, sociologue ,documente la contribution des femmes et la répartition des tâches entre les sexes aux différentes étapes de la production du cannabis.

Ainsi, le régime du Makhzen érige une économie criminelle fondée sur l'exploitation de la misère et de la marginalisation, faisant de la pauvreté une source de main-d'œuvre pour les barons de la drogue, dont les intérêts priment sur les droits et l'avenir des citoyens, au profit des réseaux du trafic de stupéfiants.

RA

ÉDITIONS ANEP

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE «RÉVOLTÉS POUR LA DIGNITÉ»

Les Éditions ANEP organisent, jeudi 26 novembre 2026, une rencontre consacrée à la présentation de l'ouvrage «Révoltés pour la dignité», du Dr Mustapha Khiati, suivie d'une vente-dédicace en présence de l'auteur.

La rencontre se tiendra à partir de 14h30 à la librairie Chaïb Dzair, située au 55, rue Larbi Ben M'hidi, à Alger-Centre.

RC

SCOUTISME

HAMZAOUI PREND PART AU CAIRE À LA RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES ASSOCIATIONS DES SCOUTS ARABES

Le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a pris part à la réunion des présidents des associations des scouts arabes et à la Conférence extraordinaire des scouts arabes, tenues au Caire (Egypte), indique dimanche un communiqué de cette organisation.

M. Hamzaoui a pris part, samedi, à "la réunion des présidents des associations de scouts arabes et à la Conférence extraordinaire des scouts arabes, dans le cadre d'une série de réunions et de rencontres organisées au Caire par la Région arabe du scoutisme, en présence du membre du Comité arabe du scoutisme, le commandant Adel Nessakh, ainsi que des présidents et représentants des associations scoutes arabes", précise la même source.

La réunion des présidents des associations a été consacrée à "l'examen du bilan d'activités de l'Organisation arabe du scoutisme et de la Région arabe du scoutisme, au suivi de la mise en œuvre des décisions et orientations adoptées lors de la 31e Conférence des scouts arabes, tenue en 2025, ainsi qu'à l'examen des priorités de la prochaine étape, dans le cadre de la mise en œuvre du plan triennal arabe 2025-2028 et de son alignement sur la Stratégie mondiale du scoutisme à l'horizon 2034", ajoute le communiqué.

RA